



BULLETIN D'ANALYSE

Régions rurales et petites villes du Canada



Bulletin d'analyse – Régions rurales et petites villes du Canada
Vol. 4, n° 8 (décembre 2003)

N° 21-006-XIF au catalogue

Au-delà de l'agriculture proprement dite : l'emploi dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire dans les régions rurales et urbaines du Canada

Barbara Keith, Statistique Canada

Faits saillants

- ◆ De 1981 à 1996, l'emploi dans le grand secteur agricole et agroalimentaire représentait 15 % de l'emploi total. Au Canada, on comptait 1 emploi sur 7 dans ce secteur.
- ◆ Malgré une diminution de l'emploi à la ferme, la croissance de l'emploi dans le secteur agroalimentaire (en aval de l'exploitation agricole) a été supérieure à celle enregistrée dans le secteur de l'économie, en général. Cela a permis au secteur agroalimentaire de conserver une part constante de 15 % de l'ensemble de la main-d'œuvre.
- ◆ En 1981, le nombre de personnes qui travaillaient à la ferme était plus élevé que celles dans les restaurants, les bars et les brasseries. Toutefois, en 1996, l'emploi dans le secteur des services de restauration dépassait de 63% l'emploi dans les exploitations agricoles.
- ◆ Bien que la part de l'emploi dans le secteur agricole et agroalimentaire dans les régions essentiellement rurales (ER) demeure relativement élevée, on y a observé un ralentissement au même rythme qu'à la ferme. Dans l'agroalimentaire (en aval de l'exploitation agricole), la part de l'emploi a augmenté dans les régions ER, principalement dans le secteur des restaurants, des brasseries et des bars, ainsi que dans celui du commerce de détail et de gros de produits agroalimentaires. Elle atteint maintenant le degré d'intensité relative de l'emploi « en aval de l'exploitation agricole » dans l'ensemble du pays.
- ◆ Le secteur de la transformation des aliments a continué de progresser, mais le nombre de travailleurs a diminué. L'Île-du-Prince-Édouard compte maintenant la proportion la plus élevée de travailleurs dans le secteur de la transformation des aliments, viennent ensuite le Québec et le Nouveau-Brunswick.



Statistique Canada
Statistics Canada

Canada

**Bulletin d'analyse — Régions
rurales et petites villes du Canada**

ISSN 1481-0972

ISBN 0-662-75498-0

Rédacteur : Ray D. Bollman

Publié en collaboration avec le Secrétariat rural d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, le **Bulletin d'analyse — Régions rurales et petites villes du Canada** est une publication hors série de la Division de l'agriculture de Statistique Canada. On peut se le procurer sans frais à l'adresse http://www.statcan.ca/cgi-bin/downpub/freepub_f.cgi.

On peut contacter la Division de l'Agriculture à l'adresse:

Division de l'agriculture, Statistique Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0T6

Numéro de téléphone sans frais : 1-800-465-1991

Internet: agriculture@statcan.ca
Télécopieur : (613) 951-3868

Comité de revue : Denis Chartrand, Ross Vani, Norah Hillary, Heather Clemenson, Aurelie Mogan, Richard Levesque, Eileen Krakar, Gaye Ward and Tom Vradenburg.

Remerciements particuliers à : Josée Bourdeau.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada.
©Ministre de l'Industrie, 2003.

Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, enregistrée sur ordinateur ou transmise, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, électronique, mécanique, photocopie, enregistrement ou autre, sans l'autorisation écrite préalable des :

Services de concession des droits de licence, Division du marketing,
Statistique Canada, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0T6.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises et les administrations canadiennes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Normes de services à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois et dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1 800 263-1136.

Résumé

Alors que le nombre de fermes de recensement et d'exploitants agricoles diminue, le nombre d'emplois dans le secteur agricole et agroalimentaire augmente. De 1981 à 1996, on

dénombrait 1 emploi sur 7 dans ce secteur, ce qui représente 15 % de la main-d'œuvre canadienne.

La croissance de l'emploi dans le secteur agroalimentaire (en aval de l'exploitation agricole) était supérieure à celle observée dans le secteur de l'économie canadienne, en général.

Cette hausse compensait pour la baisse de l'emploi dans les exploitations agricoles. En 1981, le nombre de travailleurs était plus élevé à la ferme que dans les restaurants, les bars et les brasseries. Toutefois, en 1996, la croissance de l'emploi dans le secteur des services de restauration était supérieure à celle de l'emploi dans le secteur des exploitations agricoles.

On présente souvent la transformation des aliments comme faisant partie de la politique agricole (création de débouchés locaux pour les agriculteurs canadiens) et de la politique de développement rural (création d'emplois dans les régions rurales). Pourtant, en 1996, le nombre de travailleurs dans le secteur de la transformation des aliments était moins élevé que celui de 1981. Une plus grande quantité d'aliments a été transformés (le secteur a connu une croissance en terme de PIB ou de valeur ajoutée), mais moins de travailleurs ont participé à cette transformation. Les régions rurales voisines de régions métropolitaines ont gagné la plus grande part de l'emploi dans le secteur de la transformation des aliments. Par conséquent, les régions rurales voisines de régions métropolitaines semblent relativement concurrentielles : elles réussissent à maintenir la main-d'œuvre du secteur de la transformation des aliments. Cette information est importante quand il s'agit d'élaborer la politique de développement rural.

L'emploi dans le grand secteur agricole et agroalimentaire prend de l'essor. Cependant la nature du travail et l'endroit où il est réalisé changent.

Introduction

Le Recensement de l'agriculture de 2001 a permis de constater qu'il y avait une baisse de 11 % du nombre de fermes de recensement par rapport à 1996. Cette diminution est beaucoup plus importante que celle qui a été enregistrée entre 1991 et 1996 (-1,2 %). Le secteur agricole et agroalimentaire est-il en difficulté? Étant donné

que l'agriculture est en grande partie une industrie rurale, les régions rurales sont-elles en difficulté?

De 1981 à 1996¹, l'emploi dans l'ensemble du secteur agricole et agroalimentaire a augmenté de 24 %. Cette croissance est, en général, supérieure à celle de l'emploi au Canada (20 %) pendant la même période.

L'emploi dans les régions rurales est relativement spécialisé en agriculture et agroalimentaire, mais ce qui est encore plus important, c'est le fait que la part de l'emploi dans ces régions, dans le secteur agroalimentaire (en aval de l'exploitation agricole), a crû par rapport à l'emploi à l'échelle du Canada.

Qui travaille dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire?

Lorsque les gens pensent à l'agriculture, l'emploi qui leur vient le plus souvent à l'esprit est celui d'« agriculteur ». Toutefois, dans le contexte du présent bulletin, on examine l'ensemble du secteur agricole et agroalimentaire. Ce secteur est varié et comprend aussi bien le propriétaire d'une exploitation agricole que la personne qui sert la nourriture dans votre restaurant local (voir l'encadré 1 pour la description des divers types d'emplois inclus dans le secteur agricole et agroalimentaire).

1. La publication de ce bulletin a été retardée afin d'y inclure les résultats du Recensement de la population de 2001. Toutefois, pour ce recensement, on a utilisé le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) pour coder l'emploi principal de chaque personne par rapport à un secteur industriel donné. Nous avons tenté de repérer un groupe de codes SCIAN qui correspondraient aux codes CTI (Classification type des industries) utilisés dans le présent rapport, mais notre tentative de rapprochement (annexe C) a fait que, dans certains cas, les changements ayant eu lieu entre 1996 et 2001 sont davantage attribuables au changement de codification qu'aux changements de l'économie agricole et agroalimentaire. Le Recensement de la population de 2001 est en voie d'être codé selon les codes CTI et il sera possible de réviser notre analyse au début de 2004.

Encadré 1 : Définition du secteur agricole et agroalimentaire

Groupe de l'agriculture

- **Agriculture primaire** : Ce sont les travailleurs rémunérés, les travailleurs indépendants et les travailleurs familiaux non rémunérés d'une exploitation agricole.
- **Services agricoles** : Comprennent l'emploi dans les services directement liés à l'exploitation agricole, notamment ceux que dispensent les vétérinaires et les autres personnes chargées du soin des animaux; les services de reproduction du bétail et de la volaille; les écloseries; le nettoyage des étables; le classement des œufs et la tonte des moutons. On y retrouve également les services dispensés aux agriculteurs pour les cultures comme la préparation et la culture du sol; le poudrage et la pulvérisation des cultures; la récolte; le pressage des foins et le séchage des grains. Les services de consultation et de gestion agricole ainsi que la recherche sur l'agriculture sont également inclus.

Groupe de l'agroalimentaire

- **Transformation des aliments** : Inclut tous les emplois associés à la transformation de la viande, de la volaille, des fruits et des légumes, à l'industrie de la farine et des produits céréaliers, à l'industrie des boissons et aux tanneries.
- **Grossistes et détaillants de produits agricoles et agroalimentaires** : Ce sont les emplois chez les grossistes d'équipement agricole et de facteurs de production (tels que les produits chimiques et les engrais) et chez les grossistes et détaillants d'aliments, de fleurs, d'alcool et de tabac.
- **Services de restauration** : Comprennent tous les emplois dans les restaurants, bars et brasseries, et chez les traiteurs.
- En outre, l'emploi dans la fabrication d'instruments aratoires et d'engrais mixtes et dans les silos à grains est inclus dans le groupe agroalimentaire. Cependant, il ne fait pas l'objet d'une analyse distincte en raison du nombre relativement faible de travailleurs dans ces secteurs.

Il est à noter que cette définition du secteur agricole et agroalimentaire diffère de celle qui figure dans l'étude antérieure de Cloutier (1997). En effet, nous avons inclus le « secteur des services de restauration » dans le groupe agroalimentaire. Cette pratique est conforme aux pratiques actuelles d'Agriculture et Agroalimentaire Canada. Toutefois, cet ajout a une incidence importante sur les résultats qui concernent à la fois la taille et le taux de croissance du grand secteur agricole et agroalimentaire.

Le secteur agricole et agroalimentaire est l'un des plus importants secteurs au Canada. En effet, son effectif représentait plus de 2 millions de travailleurs en 1996. Au Canada, 1 emploi sur 7 y est associé (figure 1 et tableau 1).

Les deux composantes du secteur agricole et agroalimentaire étudiées dans le présent document sont les suivantes : le groupe de l'agriculture et le groupe de l'agroalimentaire. En 1996, le groupe

de l'agriculture représentait 23 % de l'emploi dans ce secteur.

La croissance de l'emploi dans le secteur agricole et agroalimentaire était attribuable à la composante agroalimentaire, qui a affiché une hausse de 34 % de 1981 à 1996. Par ailleurs, le groupe de l'agriculture est demeuré sensiblement le même ayant enregistré une augmentation dans les années 1980, suivie d'une baisse entre 1991 et 1996.

Tableau 1 : Emploi — secteur agricole et agroalimentaire, Canada, 1981 à 1996

	Tous les secteurs industriels	Agriculture et agroalimentaire		
		Total	Agriculture(1)	Agroalimentaire(2)
	**** nombre d'emplois ****			
1981	11 877 035	1 725 385	486 990	1 238 395
1986	12 740 230	1 932 535	512 695	1 419 840
1991	14 220 230	2 120 470	521 335	1 599 135
1996	14 317 545	2 144 290	485 605	1 658 685
	**** pourcentage de changement de 1981 à 1996 ****			
1981 à 1996	20,5	24,3	-0,3	33,9
	**** pourcentage par rapport à tous les secteurs industriels ****			
1981	100,0	14,5	4,1	10,4
1986	100,0	15,2	4,0	11,1
1991	100,0	14,9	3,7	11,2
1996	100,0	15,0	3,4	11,6
	**** pourcentage par rapport au secteur agricole et agroalimentaire ****			
1981	...	100,0	28,2	71,8
1986	...	100,0	26,5	73,5
1991	...	100,0	24,6	75,4
1996	...	100,0	22,6	77,4

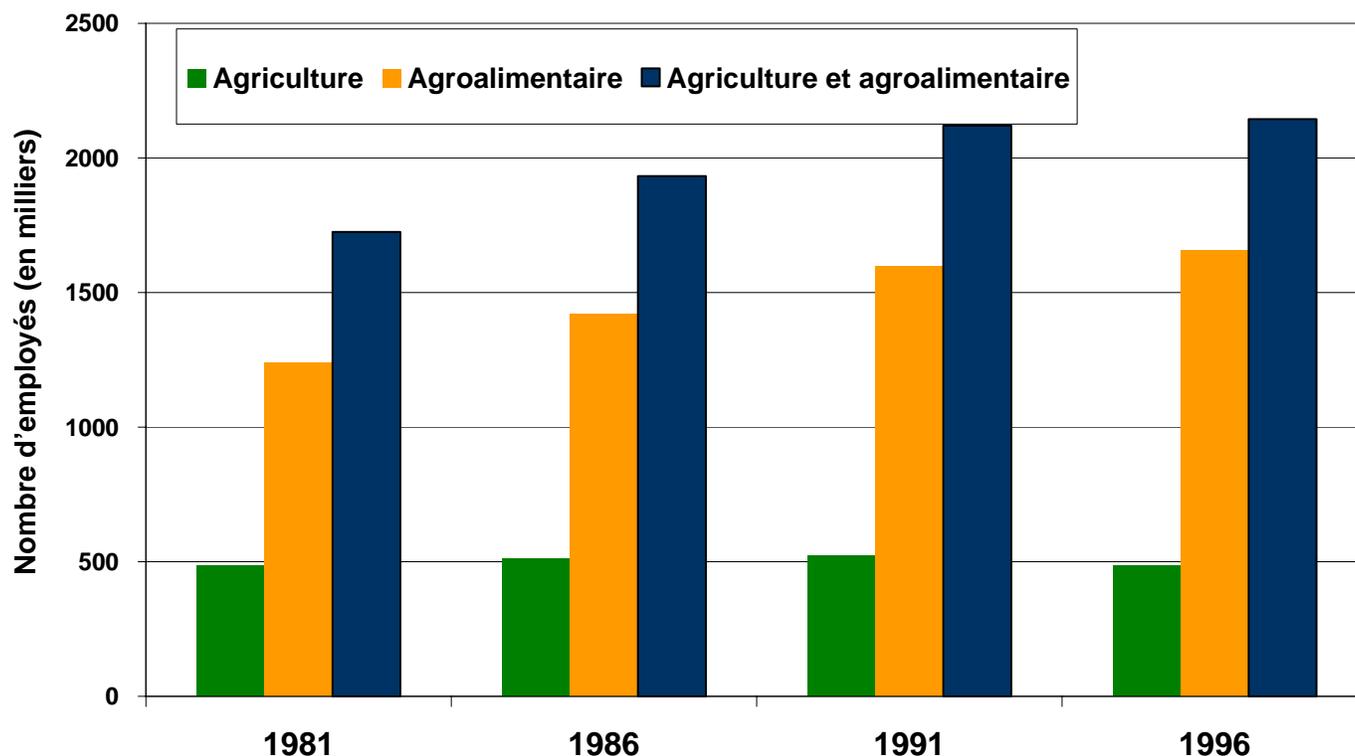
(1) « Agriculture » comprend les travailleurs agricoles (rémunérés, indépendants, familiaux non rémunérés) et ceux qui ont un emploi dans les services agricoles.

(2) « Agroalimentaire » se rapporte à l'emploi dans les établissements de transformation des aliments, les commerces de gros et de détail de facteurs de production agricoles et de produits alimentaires (y compris les épiceries), les restaurants et les tavernes offrant des services de restauration.

... n'ayant pas lieu de figurer

Source : Statistique Canada, recensements de la population, de 1981 à 1996.

Figure 1 : Au Canada, l'emploi dans le secteur de l'agroalimentaire est trois fois plus élevé que dans le secteur de l'agriculture, 1981 à 1996



« L'agriculture » se rapporte aux travailleurs agricoles (rémunérés, indépendants et familiaux non rémunérés) et à ceux qui ont un emploi dans les services agricoles.

« L'agroalimentaire » se rapporte à l'emploi dans les établissements de transformation des aliments, aux commerces de gros et de détail de facteurs de production agricoles et de produits alimentaires (y compris les épiceries), aux restaurants et aux tavernes offrant des services de restauration.

Source : Statistique Canada, recensements de la population, de 1981 à 1996.

Agriculture

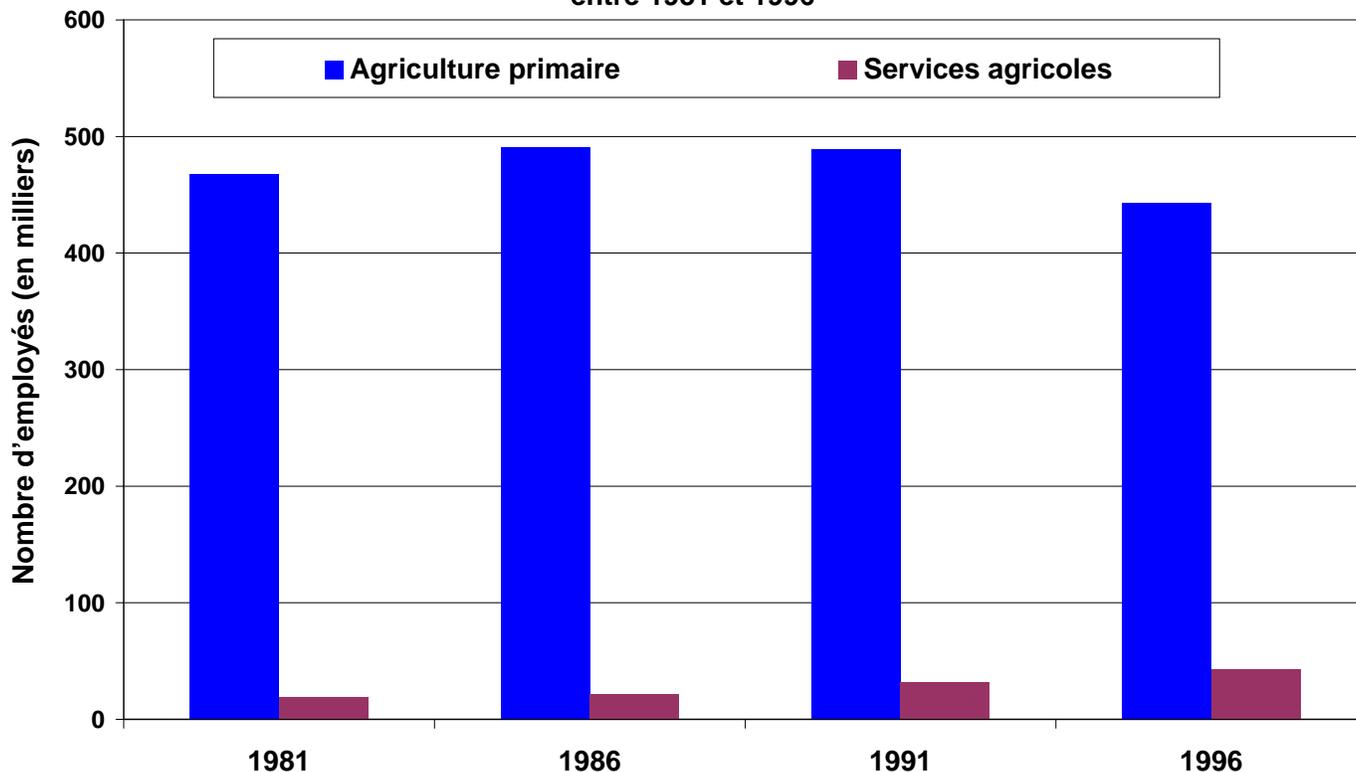
Le groupe de l'agriculture comprend les travailleurs agricoles et ceux qui dispensent des services liés à l'agriculture (encadré 1). Ce groupe comprenait 487 000 travailleurs en 1981 et 485 000 en 1996 (figure 2 et tableau 1).

L'emploi dans les exploitations agricoles (c.-à-d. l'agriculture primaire) est beaucoup plus élevé que celui dans les services agricoles. Au début des années 1980, pour chaque personne offrant des services agricoles, environ 20 personnes travaillaient dans des exploitations agricoles. Cependant, en 1996, l'emploi dans les services agricoles avait doublé alors qu'il avait baissé dans les exploitations agricoles. La proportion est maintenant de 10 contre 1. Avec le temps, les connaissances techniques requises pour diriger une exploitation agricole sont devenues plus

perfectionnées, ce qui fait que de nombreux agriculteurs achètent maintenant des services spécialisés pour compléter leurs propres connaissances techniques. Ces services sont, par exemple, la préparation informatisée de régimes alimentaires équilibrés pour le bétail ou les recommandations d'application d'engrais selon les échantillons de sols et ce, pour des champs en particulier.

La croissance de l'emploi associé aux services agricoles a compensé pour la baisse de l'emploi dans le secteur de l'agriculture primaire, ce qui suppose que les agriculteurs font plutôt appel à des entreprises spécialisées et à des particuliers — n'œuvrant pas à titre d'agriculteurs — pour effectuer le travail, exécuté autrefois par des travailleurs agricoles.

Figure 2 : De 1991 à 1996, l'emploi dans le secteur de l'agriculture primaire a baissé alors que l'emploi dans les services agricoles a augmenté, entre 1981 et 1996



Source : Statistique Canada, recensements de la population, de 1981 à 1996.

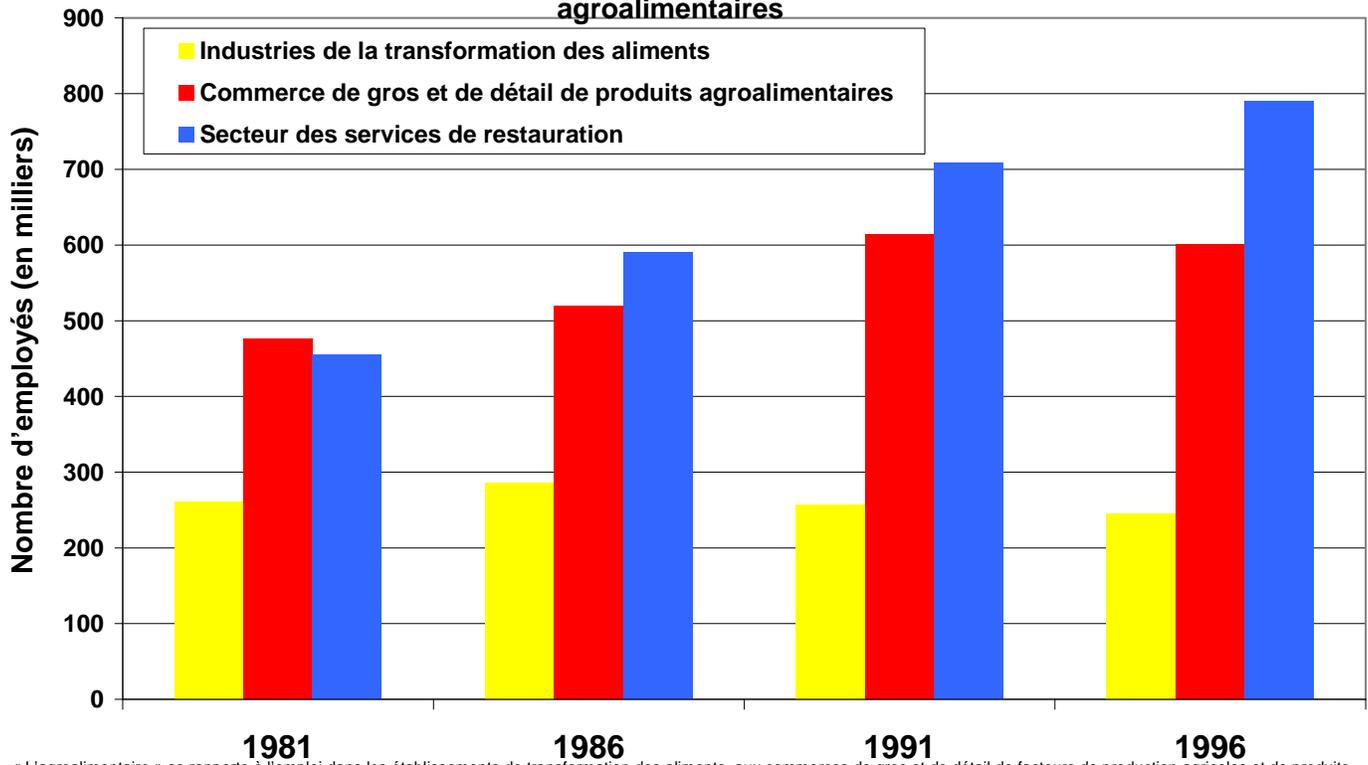
Agroalimentaire

Le groupe agroalimentaire est le plus grand des deux groupes, représentant 77 % de l'emploi dans le secteur agricole et agroalimentaire (figure 1 et tableau 1). Les trois secteurs² les plus importants du groupe agroalimentaire ont tous connu des changements importants de 1981 à 1996 (figure 3). Le secteur des services de restauration est passé du deuxième au premier rang du secteur agricole et agroalimentaire des principaux secteurs du groupe. En 1981, il comptait un

nombre d'emplois légèrement inférieur à celui du secteur de l'agriculture primaire, mais il employait presque 800 000 personnes en 1996.

2. Les données sur les petits secteurs associés à la fabrication des facteurs de production agricoles et fournissant des services d'entreposage des grains se trouvent au tableau 1 de l'annexe B, mais ne sont pas utilisées dans le présent texte.

Figure 3 : L'emploi dans le secteur agroalimentaire se trouve surtout dans les services de restauration et dans le commerce de gros et de détail de produits agroalimentaires



« L'agroalimentaire » se rapporte à l'emploi dans les établissements de transformation des aliments, aux commerces de gros et de détail de facteurs de production agricoles et de produits alimentaires (y compris les épiceries), aux restaurants et aux tavernes offrant des services de restauration (en plus des sous-secteurs de la fabrication d'instruments aratoires et des engrais mixtes ainsi que celui de l'entreposage du grain, non illustré ici).

Source : Statistique Canada, recensements de la population, de 1981 à 1996.

Qui accélère et qui ralentit?

Les secteurs n'ont pas tous progressé. En effet, seulement deux d'entre eux ont enregistré une croissance au cours de la période séparant les deux recensements. Il s'agit des services agricoles et des services de restauration.

En 15 ans, les services agricoles ont enregistré une croissance de 122 %. Toutefois, comme ce secteur est restreint, sa croissance n'a généré que 24 000 emplois (annexe B, tableau 1). Tel que mentionné plus haut, cette croissance résulte de la demande, par les agriculteurs, de services spécialisés offerts par des entrepreneurs externes.

Le secteur des services de restauration est le deuxième secteur ayant connu une croissance constante entre 1981 et 1996. Pendant cette

période, il a progressé de 74 % et a généré 336 000 nouveaux emplois. En 1981, plus de gens travaillaient à la ferme que dans les restaurants et les débits de boissons, alors qu'en 1996, ce dernier groupe dépassait de beaucoup le premier.

Le secteur du commerce de gros et de détail de produits agricoles et agroalimentaires (y compris les épiceries) a progressé de 26 % entre 1981 et 1996; 125 000 emplois y ont été créés. Toutefois, l'emploi dans ce secteur a surtout baissé dans les régions essentiellement urbaines entre 1991 et 1996, période au cours de laquelle la population totale du Canada s'est accrue de 4 % (annexe B, tableau 1). On suppose que le rendement des épiceries urbaines a été plus élevé et qu'elles pouvaient desservir plus de gens avec un nombre d'employés moindre, comparativement aux épiceries de plus petites tailles dans les régions

rurales encore très axées sur la main-d'œuvre, où le service à l'auto et la livraison sont encore des pratiques courantes.

L'agriculture primaire a perdu 25 000 emplois, surtout de 1991 à 1996. Cette baisse importante est attribuable à l'arrivée de machines de plus grande taille. Plus les agriculteurs ont recours à des moyens mécaniques pour semer et récolter des fruits et légumes ou à des machines informatisées pour alimenter et traire les animaux, moins ils ont besoin de travailleurs (même de travailleurs non rémunérés). Tel que mentionné plus haut, les agriculteurs confient certains services spécialisés à des sous-traitants du secteur des services agricoles.

L'emploi dans le secteur de la transformation des aliments a baissé entre 1981 et 1996, ce qui signifie une perte de plus de 15 000 emplois. Néanmoins, la production du secteur a augmenté lentement au fil du temps, au rythme d'environ 0,9 % par année³. La mécanisation est un facteur qui a contribué à la perte d'emplois. Par exemple, les œufs sont maintenant placés dans les boîtes à l'aide de machines robotisées qui utilisent des suceuses pneumatiques, et la laine est filée par des machines informatisées. Autrefois, ce sont des travailleurs qui s'occupaient de la manutention de ces produits.

Que se passe-t-il dans les régions?

L'agriculture continue d'être perçue comme une industrie rurale. Quelle est la contribution de l'agriculture à l'emploi dans les régions rurales du Canada? Est-elle importante dans les régions urbaines? Quelle est l'importance de l'agriculture et de l'agroalimentaire dans les régions rurales et urbaines?

3. La croissance annuelle de 0,9 % a été calculée selon la pente du logarithme naturel du PIB pour la fabrication des aliments (séries CANSIM V2034950) en plus de la fabrication des boissons et du tabac (séries CANSIM V2035114), incluant une régression dans le temps, de 1981 à 2001.

Nous nous servons de trois types de régions pour illustrer l'emploi dans le secteur agricole et agroalimentaire : les régions essentiellement urbaines, les régions intermédiaires et les régions essentiellement rurales (encadré 2). En outre, les régions essentiellement rurales sont désagrégées en régions voisines de régions métropolitaines, régions non voisines de régions métropolitaines et régions rurales du Nord.

Encadré 2 : Définition des unités géographiques de l'analyse

Aux fins de la présente étude, les divisions du recensement sont groupées de la manière suivante :

- Régions essentiellement rurales : plus de 50 % de la population réside dans une collectivité rurale. Une « collectivité rurale » est une collectivité où la densité de la population est inférieure à 150 personnes par kilomètre carré;
- Régions intermédiaires : entre 15 et 49 % de la population vit dans une collectivité rurale;
- Régions essentiellement urbaines : moins de 15 % de la population habite dans une collectivité rurale.

D'après Ehrensaft et Beeman, 1992, les régions essentiellement rurales sont désagrégées en trois catégories :

- Régions rurales voisines de régions métropolitaines;
- Régions rurales non voisines de régions métropolitaines;
- Régions rurales du Nord.

Dans les régions rurales voisines de régions métropolitaines et les régions rurales non voisines de régions métropolitaines, environ 20 % de la population active travaille dans le secteur agricole et agroalimentaire (annexe B, tableau 2). Toutefois, par rapport à la situation dans l'ensemble du Canada, comment ces régions se tirent-elles d'affaire? Un quotient de localisation compare la part d'emploi dans le secteur agricole et agroalimentaire dans une région donnée à la part d'emploi dans ce même secteur pour l'ensemble du Canada (encadré 3).

La part de l'emploi dans le secteur agricole et agroalimentaire dans les régions rurales voisines de régions métropolitaines et les régions rurales non voisines de régions métropolitaines est 1,35 fois plus élevée que l'emploi dans ce secteur dans l'ensemble du Canada (figure 4 et annexe B, tableau 3). En raison d'une forte baisse de l'emploi dans le secteur de l'agriculture, l'intensité relative de l'emploi dans le secteur agricole et agroalimentaire a diminué entre 1981 à 1996.

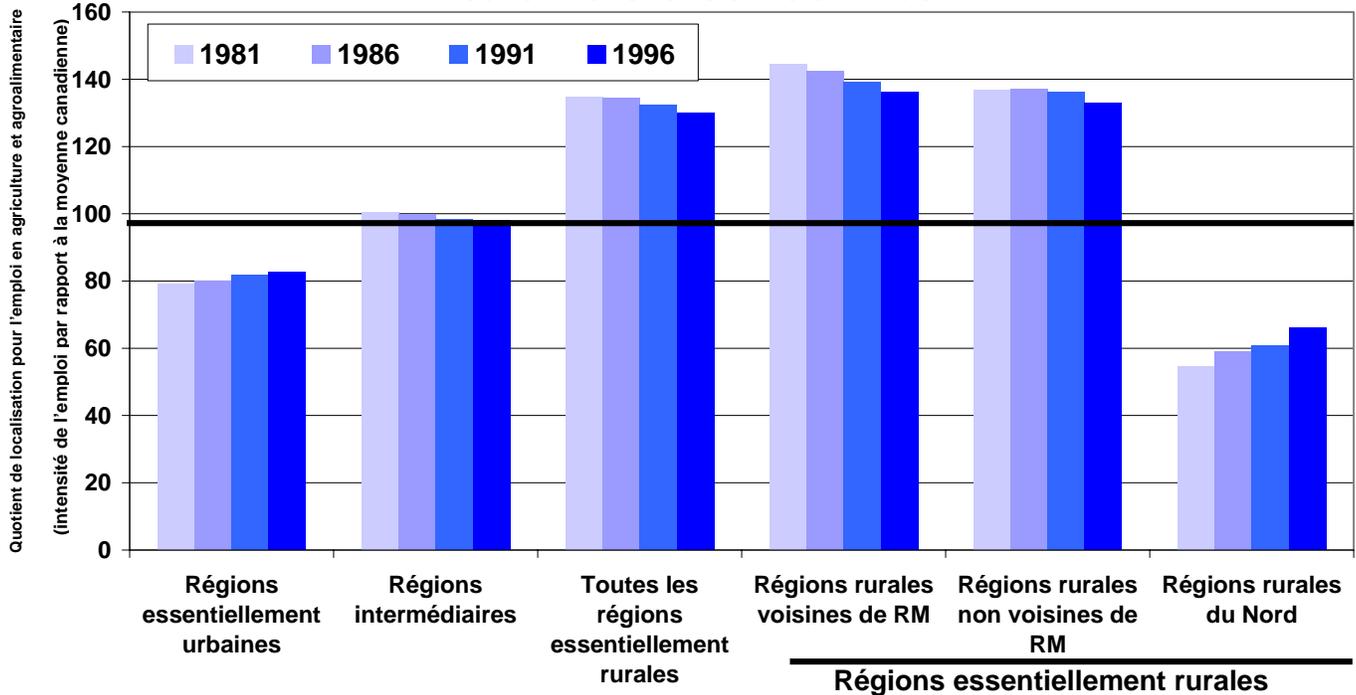
Encadré 3: L'intensité relative de l'emploi, mesurée à l'aide d'un quotient de localisation

Un quotient de localisation tel qu'utilisé aux fins de la présente étude, est la part (ou pourcentage) de l'emploi attribuable à un secteur donné, dans une région donnée, divisée par l'emploi dans ce secteur pour l'ensemble du Canada, multipliée par 100. Par conséquent, un quotient de localisation supérieur à 100 indique que l'emploi dans un secteur donné d'une région donnée est relativement plus élevé — est **d'une intensité relative** supérieure — que ce qui existe à l'échelon national.

En 1996, l'emploi dans le secteur agricole et agroalimentaire dans les régions rurales voisines d'une région métropolitaine représentait 20,4 % de l'emploi total dans ces régions (annexe B, tableau 2). À l'échelon national, l'emploi dans ce même secteur représentait 15 % de l'emploi total. Le calcul du quotient de localisation ou de l'intensité relative de l'emploi dans le secteur agricole et agroalimentaire des régions rurales voisines d'une région métropolitaine est le suivant : $(20,4/15,0)*100 = 136,2 \%$ (annexe B, tableau 3). Donc, l'intensité de l'emploi dans le secteur agricole et agroalimentaire des régions rurales voisines d'une région métropolitaine est 1,36 fois celle de l'emploi dans ce secteur à l'échelon national.

Ce calcul est important car il révèle ce qui se passe dans un type de région par rapport aux autres types de régions. Par exemple, la part de la main-d'œuvre employée dans des établissements offrant des services de restauration a augmenté pendant la période faisant l'objet de l'étude dans chaque type de région (annexe B, tableau 2). Toutefois, quelles sont les régions qui, par rapport aux autres, ont connu une hausse ou une baisse de l'emploi? Les quotients de localisation (annexe B, tableau 3) indiquent que l'intensité relative de l'emploi dans le secteur des services de restauration est à la baisse dans les régions essentiellement urbaines et intermédiaires, et qu'elle est à la hausse dans les régions essentiellement rurales. Par conséquent, dans les régions essentiellement urbaines et intermédiaires, la part de l'emploi dans les restaurants, les bars et les brasseries augmente, mais par rapport aux données à l'échelon national, l'intensité relative de l'emploi dans ces régions est à la baisse.

Figure 4 : La part de l'emploi dans les régions rurales voisines et non voisines de RM est plus élevée que la moyenne canadienne, mais cette intensité relative diminue



« L'agriculture » se rapporte aux travailleurs agricoles (rémunérés, indépendants et familiaux non rémunérés) et à ceux qui ont un emploi dans les services agricoles.

« L'agroalimentaire » se rapporte à l'emploi dans les établissements de transformation alimentaire, aux commerces de gros et de détail de facteurs de production agricoles et de produits alimentaires (y compris les épiceries), aux restaurants et aux tavernes offrant des services de restauration.

Source : Statistique Canada, recensements de la population, de 1981 à 1996.

Dans les régions rurales voisines d'une région métropolitaine et les régions rurales non voisines d'une région métropolitaine, il n'est pas étonnant de constater que la part de l'emploi dans le secteur de l'agriculture est relativement plus élevée, soit environ 2,4 fois l'intensité moyenne de l'emploi au Canada (figure 5 et annexe B, tableau 3). Avec le temps, dans ces régions, l'intensité relative de l'emploi dans le secteur de l'agriculture a diminué — elles ont perdu des emplois par rapport aux régions essentiellement urbaines.

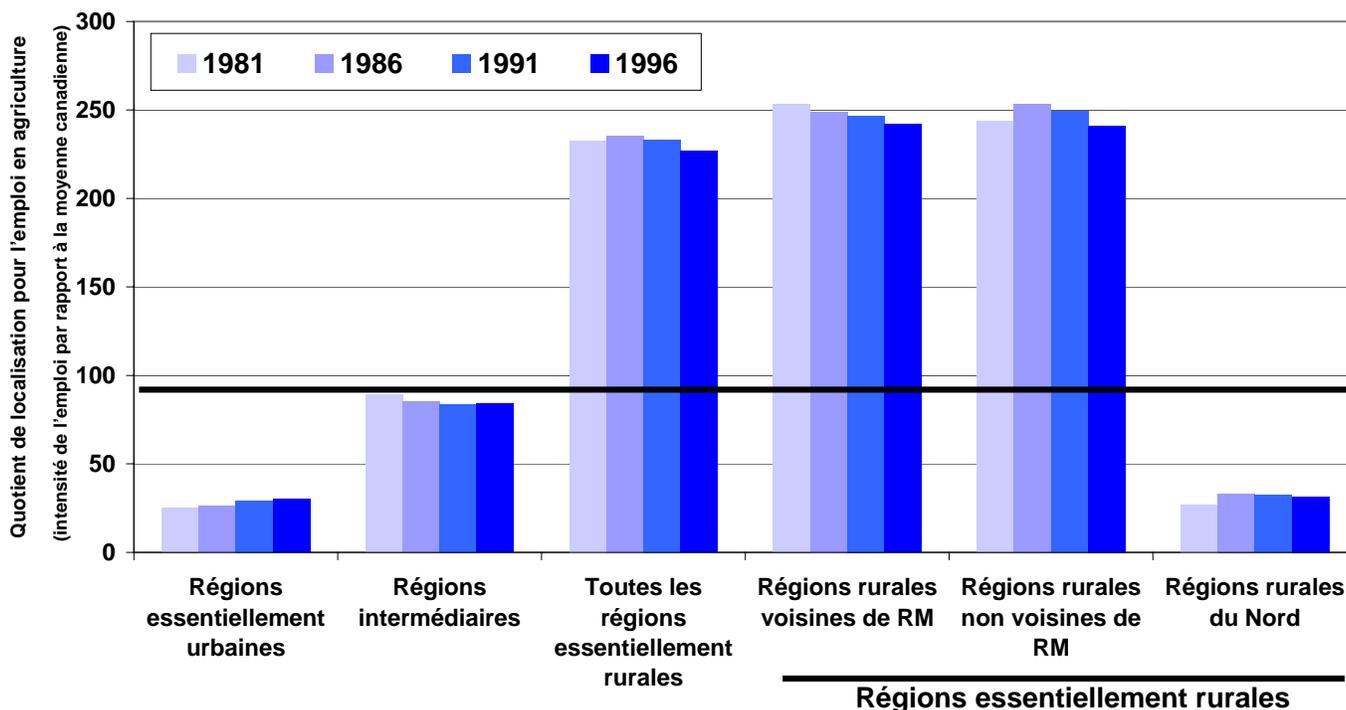
Bien que le taux de l'emploi dans les régions essentiellement urbaines soit faible, l'intensité relative de l'emploi dans le secteur de l'agriculture a augmenté de 1981 à 1996 (figure 5). Les régions essentiellement urbaines ont (légèrement) mieux réussi à maintenir l'emploi

dans le secteur de l'agriculture. L'un des facteurs influant sur la croissance de l'emploi dans le secteur de l'agriculture dans les régions essentiellement urbaines réside dans la concentration des serres, des pépinières et des exploitations de fruits et de légumes à proximité des villes (Lonmo, 1999). Ces secteurs horticoles ont progressé pour répondre aux demandes des centres urbains des environs. Dans l'ensemble, la croissance de l'agriculture primaire a été faible — une augmentation de seulement 2 000 emplois entre 1981 et 1996 — et il faut signaler une baisse de 11 % de 1991 à 1996 (annexe B, tableau 1). Un autre des facteurs ayant une incidence sur la croissance de l'emploi dans les régions essentiellement urbaines est la hausse du nombre de services agricoles, comme les vétérinaires qui s'occupent des animaux familiers. L'intensité de l'emploi dans les régions essentiellement urbaines

(c.-à-d. le quotient de localisation signalé à la figure 5 et à l'annexe B, tableau 3) a augmenté de

façon soutenue par rapport à celle des autres régions entre 1981 et 1996.

Figure 5 : La part de l'emploi dans les régions rurales voisines et non voisines de RM est 2,4 fois plus élevée que la moyenne canadienne, mais cette intensité relative diminue



« L'agriculture » se rapporte aux travailleurs agricoles (rémunérés, indépendants et familiaux non rémunérés) et à ceux qui ont un emploi dans les services agricoles.
 Source : Statistique Canada, recensements de la population, de 1981 à 1996.

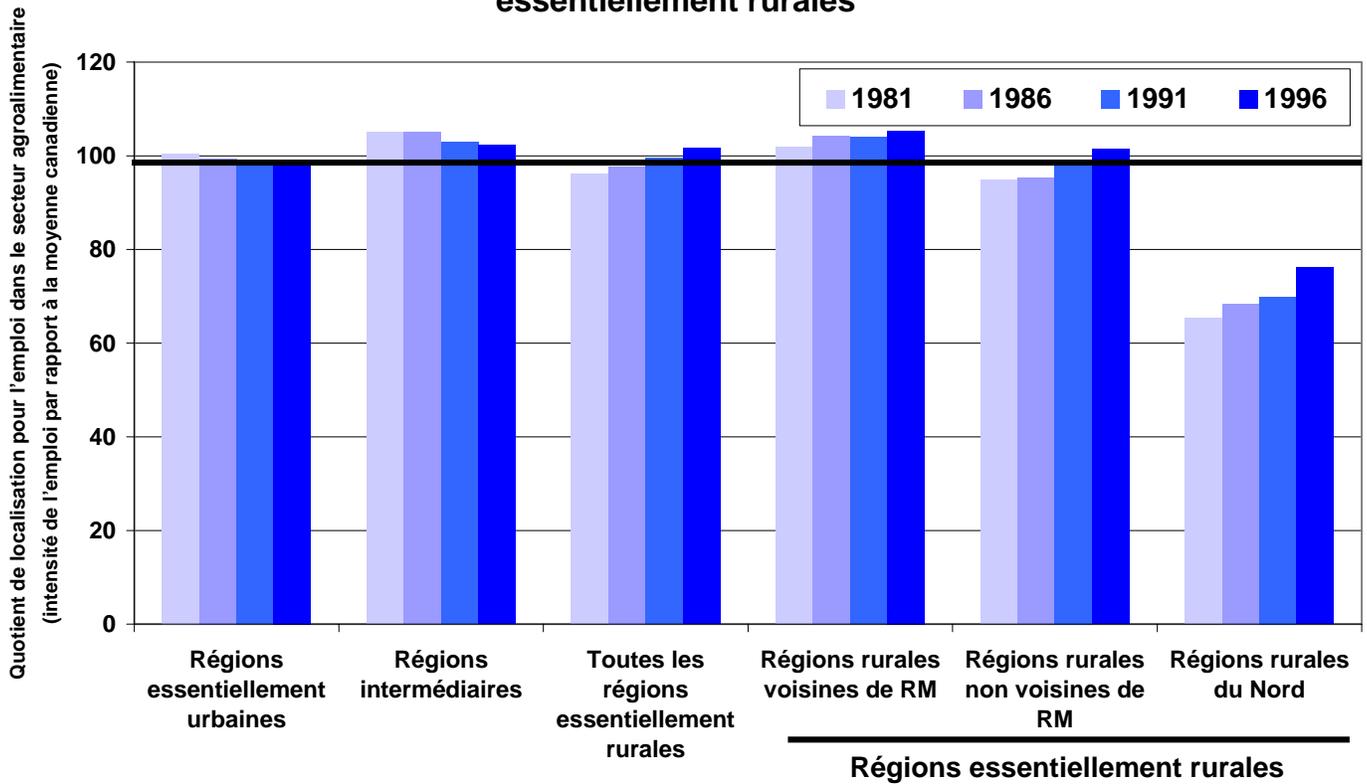
Les régions intermédiaires étaient le type de région où le taux de l'emploi était le plus élevé (ayant une légère avance) au chapitre de l'emploi, dans le secteur agroalimentaire (figure 6) en 1981. En 1996, l'intensité relative de l'emploi dans les régions intermédiaires avait baissé alors que dans les régions rurales voisines d'une région métropolitaine (avec une légère avance) le degré d'intensité relative de l'emploi dans le secteur de l'agroalimentaire était plus élevé. Dans chaque type de régions essentiellement rurales, l'intensité de l'emploi dans le secteur agroalimentaire s'est accrue entre 1981 et 1996, en raison d'une plus grande intensité de l'emploi dans les trois principaux secteurs agroalimentaires : la transformation des aliments, le commerce de gros

et de détail et les services de restauration (annexe B, tableau 3).

Au cours de cette période, l'inverse s'est produit dans les régions essentiellement urbaines et les régions intermédiaires, où l'intensité de l'emploi dans le secteur de l'agroalimentaire a légèrement diminué.

L'intensité plus faible de l'emploi dans le secteur du commerce de gros et de détail des produits agricoles et alimentaires expliquerait les résultats enregistrés dans les régions essentiellement urbaines. L'intensité est d'ailleurs à la baisse (annexe B, tableau 3), peut-être en raison du plus haut rendement des épiceries dans les régions urbaines.

Figure 6 : L'intensité de l'emploi augmente dans les régions essentiellement rurales



« L'agroalimentaire » se rapporte à l'emploi dans les établissements de transformation des aliments, aux commerces de gros et de détail de facteurs de production agricoles et de produits alimentaires (y compris les épiceries), aux restaurants et aux tavernes offrant des services de restauration.
 Source : Statistique Canada, recensements de la population, de 1981 à 1996.

L'emploi dans le secteur de la transformation des aliments

L'un des objectifs de la politique agricole est d'ajouter de la valeur aux produits agricoles primaires afin de créer des débouchés pour les agriculteurs. Cet objectif rejoint un des objectifs de la politique de développement agricole, *si les emplois étaient créés dans les régions rurales*. Pour augmenter la valeur des produits agricoles, il faut, en général, que les établissements de transformation des aliments multiplient leurs activités.

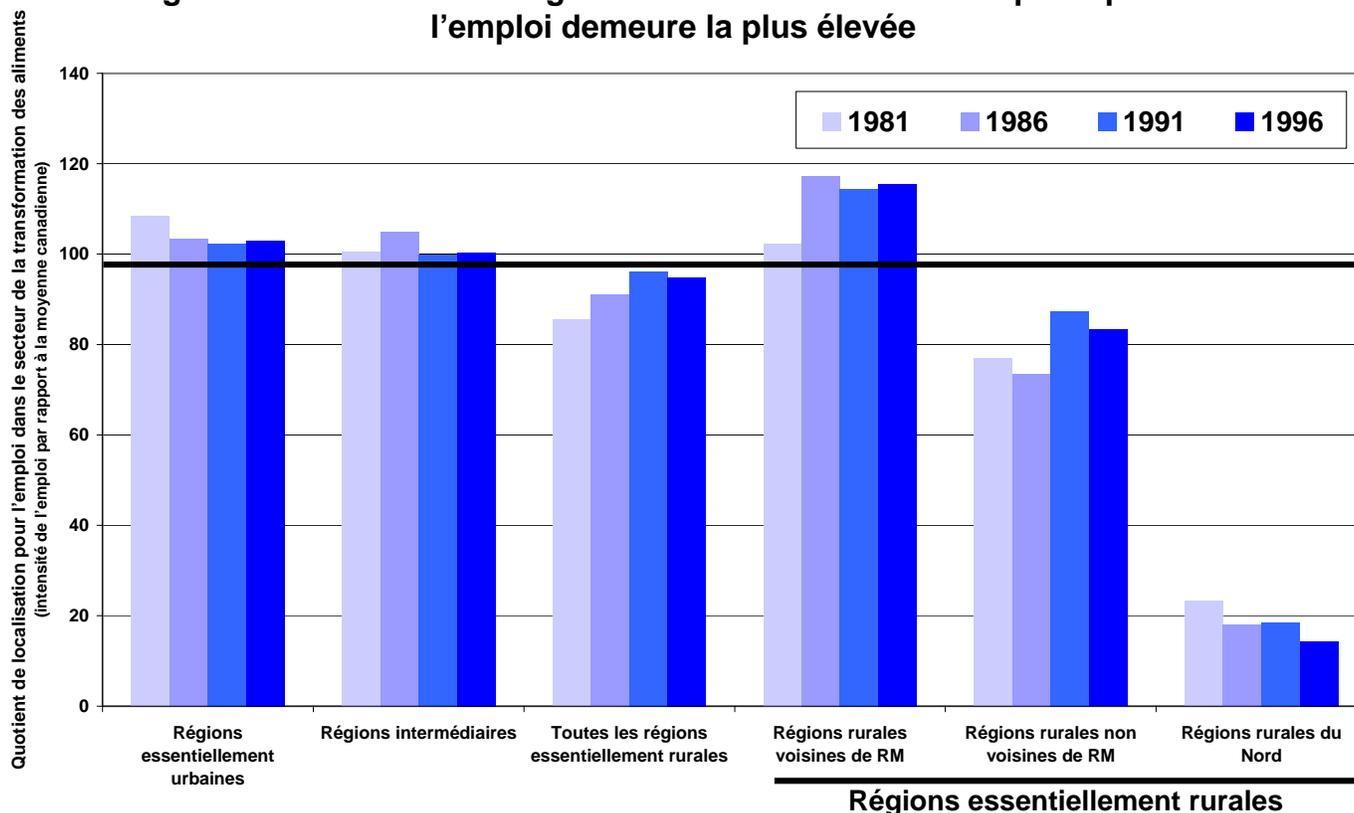
En 1996, l'emploi associé à la transformation des aliments était plus faible qu'en 1981. En effet, en 1996, on comptait 245 000 emplois associés à la transformation des aliments (annexe B, tableau 1), ou 1,7 % de la main-d'œuvre du Canada (annexe B, tableau 2). Toutefois, la production du secteur

de la transformation des aliments s'est accrue avec le temps (voir note 3 à la page 6); cette croissance s'est produite malgré un nombre de moins en moins élevé de travailleurs.

Pour ce qui est de la politique de développement rurale, il est important de noter que les régions rurales voisines d'une région métropolitaine sont relativement concurrentielles dans le secteur de la transformation des aliments (figure 7). Ces régions ont maintenu ce niveau de concurrence depuis 1986, malgré les fluctuations du niveau de l'emploi dans ce secteur entre 1981 et 1996 (annexe B, tableau 1). Pendant cette période, les régions essentiellement urbaines et les régions intermédiaires ont conservé le même degré d'intensité que la moyenne canadienne pour la

fabrication des aliments, même si elles n'ont obtenu aucun gain aux dépens des régions rurales.

Figure 7 : C'est dans les régions rurales voisines de RM que la part de l'emploi demeure la plus élevée



« Le secteur de la transformation des aliments » comprend la transformation de la viande, de la volaille, des fruits, des légumes, des produits laitiers, des grains et produits de boulangerie, de l'huile de canola et de soya, entre autres.

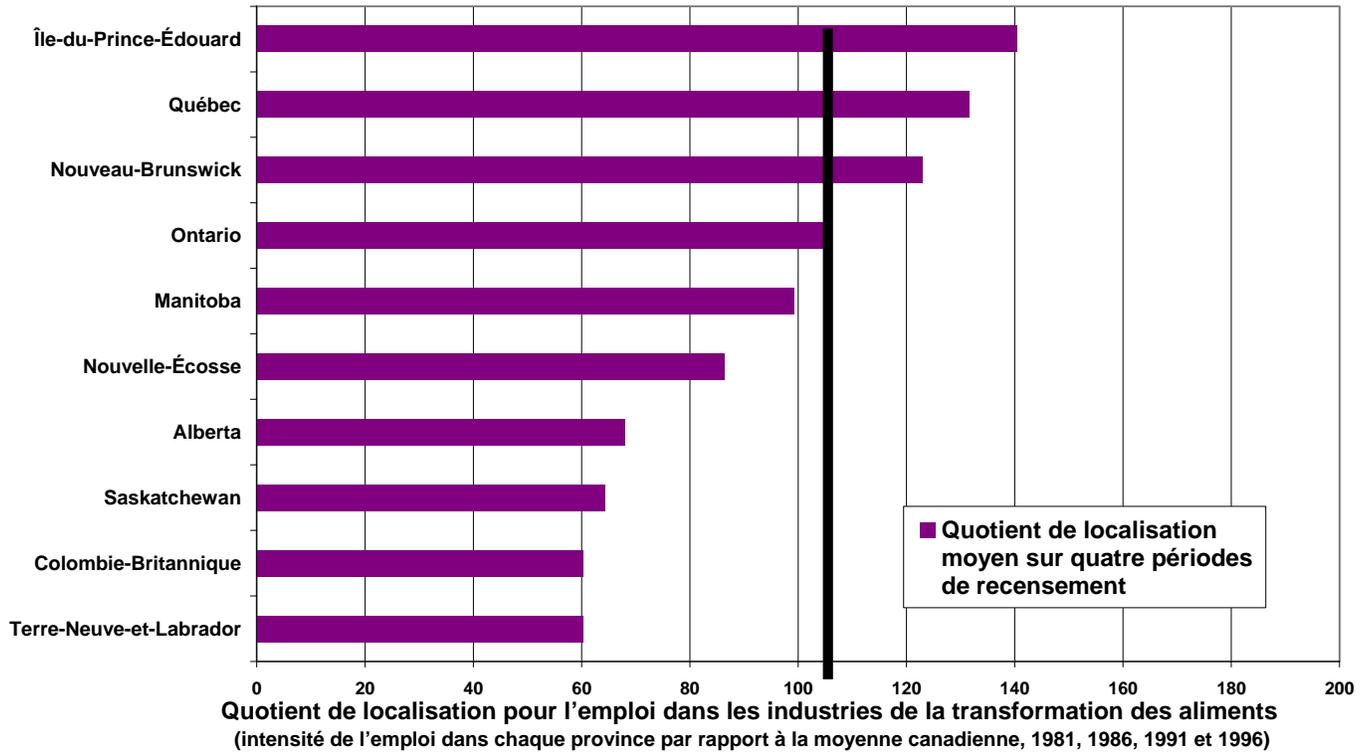
Source : Statistique Canada, recensements de la population, de 1981 à 1996.

Parmi les provinces canadiennes, l'Île-du-Prince-Édouard, le Québec et le Nouveau-Brunswick sont celles où l'intensité de l'emploi dans le secteur de la transformation des aliments est relativement la plus élevée (figure 8). Les fluctuations observées au fil des ans pour l'ensemble du Canada ont été les plus prononcées en Ontario (annexe B, tableau 5).

Comme l'indique la figure 7, c'est dans les régions rurales voisines d'une région

métropolitaine que le maintien du taux de l'emploi dans le secteur de la transformation des aliments est le plus élevé (ou le plus compétitif). Dans de nombreuses provinces, particulièrement au Québec, on retrouve le plus haut degré d'intensité de l'emploi dans le secteur de la transformation des aliments dans les régions rurales voisines d'une région métropolitaine (annexe B, tableau 6).

Figure 8 : L'intensité de l'emploi est plus marquée à l'Île-du-Prince-Édouard, au Québec et au Nouveau-Brunswick



« Le secteur de la transformation des aliments » comprend la transformation de la viande, de la volaille, des fruits, des légumes, des produits laitiers, des grains et produits de boulangerie, de l'huile de canola et de soya, entre autres.

Source : Statistique Canada, recensements de la population, de 1981 à 1996.

Sommaire

Le secteur agricole et agroalimentaire a conservé sa part de l'emploi au Canada (1 emploi sur 7) de 1981 à 1996. Pour maintenir cette part, il a fallu que l'emploi augmente dans le groupe de l'agroalimentaire, puisque l'emploi dans le groupe de l'agriculture a baissé. La hausse de l'emploi dans le groupe de l'agroalimentaire n'a pas seulement dépassé la baisse observée dans le groupe de l'agriculture, mais elle a dépassé la croissance générale de l'emploi. La majeure partie de la croissance du secteur agricole et agroalimentaire a été attribuable à une hausse de l'emploi dans les services de restauration. En 1981, un plus grand nombre de personnes travaillaient à la ferme que dans les restaurants, les bars et les brasseries. En 1996, l'emploi dans

le secteur des services de restauration dépassait de 63 % celui de l'emploi à la ferme.

Dans les régions essentiellement rurales, la part de l'emploi dans le secteur agricole et agroalimentaire est plus élevée que dans les régions urbaines, mais sa concentration (ou spécialisation) est à la baisse. Cela est attribuable à une baisse du taux de l'emploi dans les exploitations agricoles des régions essentiellement rurales.

En ce qui concerne l'intensité de l'emploi dans le secteur agroalimentaire (en aval de l'exploitation agricole), les régions essentiellement rurales égalent la moyenne canadienne et cette intensité est plutôt à la hausse. Donc, les régions essentiellement urbaines et les régions intermédiaires perdent, relativement, leur

compétitivité pour ce qui est du maintien de l'emploi dans les secteurs de l'agroalimentaire.

Dans les principaux secteurs agroalimentaires, les restaurants, les brasseries et les bars, les régions essentiellement rurales gagnent une grande part de l'emploi, sans toutefois avoir atteint la moyenne nationale. Dans ces régions, la part de l'emploi dans le secteur du commerce de gros et de détail des produits agroalimentaires est relativement élevée et ne cesse d'augmenter. Par ailleurs, en ce qui concerne la transformation des aliments, le taux de l'emploi dans ces régions est relativement élevé et cette intensité (ou spécialisation) se maintient.

On présente souvent la transformation des aliments comme faisant partie de la politique agricole (création des débouchés locaux pour les agriculteurs canadiens) et de la politique de développement rural (création des emplois dans les régions rurales). En 1996, le nombre de travailleurs dans le secteur de la transformation des aliments était inférieur à celui de 1981. Une plus grande quantité d'aliments ont été transformés (le secteur a connu une croissance, exprimée en fonction du PIB ou de la valeur ajoutée), mais moins de travailleurs ont participé à

cette transformation. Fait important pour la politique de développement rural, les régions rurales voisines de régions métropolitaines ont gagné la plus grande part de l'emploi dans le secteur de la transformation des aliments (plus particulièrement, la baisse de l'emploi dans ces régions était moindre comparée à la baisse de l'emploi dans les autres types de régions). Par conséquent, les régions rurales voisines de régions métropolitaines semblent relativement concurrentielles pour ce qui est de conserver cette main-d'œuvre spécialisée.

Parmi les provinces canadiennes, l'Île-du-Prince-Édouard est celle où l'intensité de l'emploi dans le secteur de la transformation des aliments est la plus élevée. Au Québec et au Nouveau-Brunswick, l'intensité de l'emploi dans ce secteur est également plus élevée que la moyenne nationale.

La baisse du nombre de fermes de recensement ne signifie pas que le secteur agricole et agroalimentaire est en difficulté. L'emploi dans le groupe agroalimentaire augmente, et ce, plus rapidement que la croissance moyenne de l'emploi au Canada.

Barbara Keith est analyste à la Section de la recherche et des données rurales, Division de l'agriculture, Statistique Canada.

Bibliographie

- BIGGS, Brian. 1999. « Les emplois en agriculture : où sont-ils allés? Où y a-t-il eu croissance? ». *Un coup d'œil sur l'agriculture canadienne*, produit n° 96-301-XPB au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, p. 69 à 72.
- CLOUTIER, Sylvain. 1999. « L'emploi dans l'agriculture et ses industries connexes en région rurale : structure et changement, 1981-1991 », *Document de travail sur l'agriculture et le milieu rural n° 32*, produit n° 21-601-MIF au catalogue de Statistique Canada, Ottawa (www.statcan.ca/cgi-bin/downpub/listpub.cgi?catno=21-601-MIE).
- EHRENSAFT, Philip, et Jennifer BEEMAN. 1992 « Éloignement et diversité dans les économies non métropolitaines », *Régions rurales et petites villes du Canada*, sous la direction de Ray D. Bollman, Toronto, Thompson Educational Publishing Inc., p. 217 à 252.
- LONMO, Charlene. 1999. « Bovins, cultures et régions urbaines », *Un coup d'œil sur l'agriculture canadienne*, produit n° 96-325-XPB au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, p. 245 à 250.

Annexe A : Liste des secteurs industriels codés selon les groupes « agriculture » et « agroalimentaire »

→Données de 1981 :

Les données de 1981 ont été codées selon le CTI (Classification type des industries) de trois chiffres de 1970 :

Groupe de l'agriculture

Secteur de l'agriculture

- 001 Fermes expérimentales et universitaires
- 003 Fermes d'institution
- 011 Fermes d'élevage spécialisé et mixte
- 013 Fermes de grandes cultures et mixtes
- 015 Fermes fruitières et maraîchères
- 017 Autres fermes de culture et d'élevage mixte
- 019 Fermes de spécialité diverses

Secteur des Services relatifs à l'agriculture

- 021 Services agricoles

Groupe de l'agroalimentaire

Secteur de la transformation des aliments et des fibres

- 101 Industries des produits de viande et de volaille
- 103 Préparation des fruits et légumes
- 104 Industries laitières
- 105 Meunerie et fabrication de céréales de table
- 107 Boulangerie et pâtisserie (fabrication)
- 108 Industries alimentaires diverses
- 109 Industries des boissons
- 151 Traitement du tabac en feuilles
- 153 Fabricants de produits du tabac
- 172 Tanneries
- 182 Filature et tissage de la laine

Secteur des industries de fournisseurs de facteurs de production

- 106 Fabricants d'aliments pour animaux
- 311 Fabricants d'instruments aratoires
- 372 Fabricants d'engrais mixte

Secteur de l'entreposage agricole

- 524 Silos à grains

Secteur du commerce des produits agroalimentaires

- 602 Grossistes en produits agricoles
- 614 Grossistes en alimentation
- 615 Grossistes en produits du tabac

622 Grossistes en machines et matériel agricoles
631 Magasins d'alimentation
692 Fleuristes
696 Magasins de vente de spiritueux, de vin et de bière
697 Débits de tabac

Secteur des services de restauration

886 Restaurants, traiteurs et tavernes

→ Données de 1986, 1991 et 1996

Pour 1986, 1991 et 1996, les données ont été codées selon le Code CTI (Classification type des industries) de trois chiffres de 1980 :

Groupe de l'agriculture

Secteur de l'agriculture

011 Fermes d'élevage (sauf spécialités animales)
012 Fermes de spécialités animales
013 Fermes de grandes cultures
014 Fermes de grandes cultures mixtes
015 Fermes de fruits et autres légumes
016 Spécialités horticoles
017 Fermes mixtes d'élevage, de grandes cultures et de production horticole

Secteur des services relatifs à l'agriculture

021 Services relatifs à l'élevage de bétail et aux spécialités animales
022 Services relatifs aux cultures
023 Autres services relatifs à l'agriculture

Groupe de l'agroalimentaire

Secteur de la transformation des aliments et des fibres

101 Industries de la viande et de la volaille
103 Industries de la préparation des fruits et légumes
104 Industries laitières
105 Industries de la farine, des céréales de table préparées et des aliments pour animaux
106 Industrie des huiles végétales (sauf l'huile de maïs)
107 Industries des produits de boulangerie-pâtisserie
108 Industries du sucre et des confiseries
109 Autres industries de produits alimentaires
111 Industrie des boissons gazeuses
112 Industrie des produits de distillation
113 Industrie de la bière
114 Industrie du vin
121 Industrie du tabac en feuilles
122 Industrie des produits du tabac
171 Industries du cuir et des produits connexes
182 Industries des filés et tissus tissés

Secteur des industries de fourniture de facteurs de production

311 Industrie des instruments aratoires
372 Industrie des produits chimiques d'usage agricole

Secteur des industries de l'entreposage et de l'emmagasiner

471 Industrie des silos à grains

Secteur du commerce de gros et de détail de produits agricoles

501 Produits agricoles, commerce de gros

521 Produits alimentaires, commerce de gros

522 Boissons, commerce de gros

524 Produits du tabac, commerce de gros

571 Machines, matériel et fournitures agricoles, commerce de gros

593 Fournitures agricoles, commerce de gros

601 Magasins d'alimentation

602 Magasins de spiritueux, de vin et de bière

652 Fleuristes et centres de jardinage

Secteur des industries de la restauration

921 Services de restauration

922 Tavernes, bars et boîtes de nuit

Annexe B : tableaux supplémentaires

Tableau B1 : Emploi selon le secteur et le type de région, de 1981 à 1996

	Régions essentielle-ment urbaines	Régions intermédiaires	Toutes les régions essentiellement rurales	Régions rurales voisines de RM	Régions rurales non voisines de RM	Régions rurales du Nord	Toutes les régions
**** Emploi dans tous les secteurs industriels ****							
1981	6 069 825	2 204 575	3 602 590	1 751 195	1 594 590	256 805	11 876 990
1986	6 511 510	2 431 995	3 796 700	1 865 610	1 665 565	265 525	12 740 205
1991	7 232 715	2 783 585	4 203 910	2 098 755	1 813 645	291 510	14 220 210
1996	7 196 115	2 799 125	4 322 245	2 181 045	1 843 560	297 640	14 317 485
**** Emploi dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire ****							
1981	698 500	322 020	704 775	367 835	316 600	20 340	1 725 295
1986	791 065	368 045	773 475	403 430	346 305	23 740	1 932 585
1991	883 020	407 815	829 770	435 140	368 275	26 355	2 120 605
1996	891 275	411 175	841 840	445 055	367 385	29 400	2 144 290
**** Emploi dans le secteur de l'agriculture (total partiel) ****							
1981	62 805	80 510	343 640	181 775	159 020	2 845	486 955
1986	69 505	83 305	359 920	187 025	169 385	3 510	512 730
1991	76 765	85 470	359 195	189 785	165 960	3 450	521 430
1996	73 080	79 695	332 835	178 980	150 700	3 155	485 610
**** Emploi dans le secteur de l'agriculture primaire ****							
1981	55 835	76 295	335 640	177 315	155 665	2 660	467 770
1986	61 980	78 620	350 435	181 550	165 570	3 315	491 035
1991	65 200	78 390	345 945	182 170	160 650	3 125	489 535
1996	57 800	70 530	314 525	168 555	143 215	2 755	442 855
**** Emploi dans le secteur des services relatifs à l'agriculture ****							
1981	6 980	4 255	8 020	4 480	3 350	190	19 255
1986	7 505	4 680	9 520	5 460	3 840	220	21 705
1991	11 545	7 080	13 160	7 555	5 290	315	31 785
1996	15 310	9 180	18 290	10 350	7 495	445	42 780
**** Emploi dans le secteur de l'agroalimentaire (total partiel) ****							
1981	635 695	241 510	361 135	186 060	157 580	17 495	1 238 340
1986	721 560	284 740	413 555	216 405	176 920	20 230	1 419 855
1991	806 255	322 345	470 575	245 355	202 315	22 905	1 599 175
1996	818 195	331 480	509 005	266 075	216 685	26 245	1 658 680
**** Emploi dans le secteur de la transformation des aliments et des fibres ****							
1981	144 195	48 605	67 475	39 320	26 825	1 330	260 275
1986	150 945	57 135	77 605	48 880	27 665	1 060	285 685
1991	133 285	50 070	72 770	43 165	28 645	960	256 125
1996	126 690	47 995	70 075	43 090	26 245	740	244 760
**** Emploi dans le secteur de la fourniture des facteurs de production ****							
1981	14 275	10 465	12 195	7 840	4 320	35	36 935
1986	6 615	5 590	6 050	3 675	2 375	0	18 255
1991	4 745	3 350	5 150	3 220	1 910	20	13 245
1996	4 875	5 350	7 380	4 650	2 710	20	17 605
**** Emploi dans le secteur de l'entreposage des grains ****							
1981	2 215	3 010	5 100	2 270	2 795	35	10 325
1986	1 540	1 835	2 850	1 465	1 330	55	6 225
1991	2 505	1 955	4 040	1 960	2 040	40	8 500
1996	1 115	1 100	2 430	1 000	1 325	105	4 645
**** Emploi dans le secteur du commerce de gros et de détail de produits agricoles et alimentaires ****							
1981	231 995	90 060	153 975	74 625	70 385	8 965	476 030
1986	245 860	104 275	168 865	82 415	77 025	9 425	519 000
1991	296 440	125 005	191 870	96 060	85 225	10 585	613 315
1996	280 785	119 015	201 560	100 040	89 925	11 595	601 360
**** Emploi dans le secteur des services de restauration ****							
1981	243 035	89 335	122 355	62 010	53 240	7 105	454 725
1986	316 580	115 920	158 130	79 930	68 525	9 675	590 630
1991	369 260	141 965	196 775	100 970	84 490	11 315	708 000
1996	404 755	158 005	227 565	117 280	96 500	13 785	790 325

Voir l'encadré 1 pour les définitions détaillées des secteurs.

Source : Statistique Canada, recensements de la population, de 1981 à 1996.

Tableau B2 : Emploi dans chaque secteur, exprimé en pourcentage de l'emploi total dans chaque type de région, de 1981 à 1996

	Régions essentielles urbaines	Régions intermédiaires	Toutes les régions essentiellement rurales	Régions rurales voisines de RM	Régions rurales non voisines de RM	Régions rurales du Nord	Toutes les régions
**** Emploi dans tous les secteurs industriels ****							
1981	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1986	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1991	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1996	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
**** Emploi dans l'ensemble du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire ****							
1981	11,5	14,6	19,6	21,0	19,9	7,9	14,5
1986	12,1	15,1	20,4	21,6	20,8	8,9	15,2
1991	12,2	14,7	19,7	20,7	20,3	9,0	14,9
1996	12,4	14,7	19,5	20,4	19,9	9,9	15,0
**** Emploi dans le secteur de l'agriculture (total partiel) ****							
1981	1,0	3,7	9,5	10,4	10,0	1,1	4,1
1986	1,1	3,4	9,5	10,0	10,2	1,3	4,0
1991	1,1	3,1	8,5	9,0	9,2	1,2	3,7
1996	1,0	2,8	7,7	8,2	8,2	1,1	3,4
**** Emploi dans le secteur de l'agriculture primaire ****							
1981	0,9	3,5	9,3	10,1	9,8	1,0	3,9
1986	1,0	3,2	9,2	9,7	9,9	1,2	3,9
1991	0,9	2,8	8,2	8,7	8,9	1,1	3,4
1996	0,8	2,5	7,3	7,7	7,8	0,9	3,1
**** Emploi dans le secteur des services relatifs à l'agriculture ****							
1981	0,1	0,2	0,2	0,3	0,2	0,1	0,2
1986	0,1	0,2	0,3	0,3	0,2	0,1	0,2
1991	0,2	0,3	0,3	0,4	0,3	0,1	0,2
1996	0,2	0,3	0,4	0,5	0,4	0,1	0,3
**** Emploi dans le secteur de l'agroalimentaire (total partiel) ****							
1981	10,5	11,0	10,0	10,6	9,9	6,8	10,4
1986	11,1	11,7	10,9	11,6	10,6	7,6	11,1
1991	11,1	11,6	11,2	11,7	11,2	7,9	11,2
1996	11,4	11,8	11,8	12,2	11,8	8,8	11,6
**** Emploi dans le secteur de la transformation des aliments et des fibres ****							
1981	2,4	2,2	1,9	2,2	1,7	0,5	2,2
1986	2,3	2,3	2,0	2,6	1,7	0,4	2,2
1991	1,8	1,8	1,7	2,1	1,6	0,3	1,8
1996	1,8	1,7	1,6	2,0	1,4	0,2	1,7
**** Emploi dans le secteur du commerce de gros et de détail de produits agricoles et alimentaires ****							
1981	3,8	4,1	4,3	4,3	4,4	3,5	4,0
1986	3,8	4,3	4,4	4,4	4,6	3,5	4,1
1991	4,1	4,5	4,6	4,6	4,7	3,6	4,3
1996	3,9	4,3	4,7	4,6	4,9	3,9	4,2
**** Emploi dans le secteur des services de restauration ****							
1981	4,0	4,1	3,4	3,5	3,3	2,8	3,8
1986	4,9	4,8	4,2	4,3	4,1	3,6	4,6
1991	5,1	5,1	4,7	4,8	4,7	3,9	5,0
1996	5,6	5,6	5,3	5,4	5,2	4,6	5,5

Voir l'encadré 1 pour les définitions détaillées des secteurs.

Source : Statistique Canada, recensements de la population, de 1981 à 1996.

Tableau B3 : Quotient de localisation (1) relatif à l'emploi dans chaque secteur et chaque type de région, comparé à la moyenne canadienne, de 1981 à 1996

	Régions essentiellement urbaines	Régions intermédiaires	Toutes les régions essentiellement rurales	Régions rurales voisines de RM	Régions rurales non voisines de RM	Régions rurales du Nord	Toutes les régions
**** Emploi dans l'ensemble du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire****							
1981	79,2	100,6	134,7	144,6	136,7	54,5	100,0
1986	80,1	99,8	134,3	142,6	137,1	58,9	100,0
1991	81,9	98,2	132,4	139,0	136,2	60,6	100,0
1996	82,7	98,1	130,0	136,2	133,1	66,0	100,0
**** Emploi dans le secteur de l'agriculture (total partiel) ****							
1981	25,2	89,1	232,7	253,2	243,2	27,0	100,0
1986	26,5	85,1	235,6	249,1	252,7	32,8	100,0
1991	28,9	83,7	233,0	246,6	249,6	32,3	100,0
1996	29,9	83,9	227,0	241,9	241,0	31,3	100,0
**** Emploi dans le secteur de l'agriculture primaire****							
1981	23,4	87,9	236,6	257,1	247,9	26,3	100,0
1986	24,7	83,9	239,5	252,5	257,9	32,4	100,0
1991	26,2	81,8	239,0	252,1	257,3	31,1	100,0
1996	26,0	81,5	235,3	249,9	251,2	29,9	100,0
**** Emploi dans le secteur des services relatifs à l'agriculture****							
1981	70,9	119,1	137,3	157,8	129,6	45,6	100,0
1986	67,7	113,0	147,2	171,8	135,3	48,6	100,0
1991	71,4	113,8	140,1	161,0	130,5	48,3	100,0
1996	71,2	109,8	141,6	158,8	136,1	50,0	100,0
**** Emploi dans le secteur de l'agroalimentaire (total partiel) ****							
1981	100,4	105,1	96,1	101,9	94,8	65,3	100,0
1986	99,4	105,1	97,7	104,1	95,3	68,4	100,0
1991	99,1	103,0	99,5	104,0	99,2	69,9	100,0
1996	98,1	102,2	101,7	105,3	101,5	76,1	100,0
**** Emploi dans le secteur de la transformation des aliments et des fibres ****							
1981	108,4	100,6	85,5	102,5	76,8	23,6	100,0
1986	103,4	104,8	91,2	116,8	74,1	17,8	100,0
1991	102,3	99,9	96,1	114,2	87,7	18,3	100,0
1996	103,0	100,3	94,8	115,6	83,3	14,5	100,0
**** Emploi dans le secteur du commerce de gros et de détail de produits agricoles et alimentaires ****							
1981	95,4	101,9	106,6	106,3	110,1	87,1	100,0
1986	92,7	105,3	109,2	108,4	113,5	87,1	100,0
1991	95,0	104,1	105,8	106,1	109,0	84,2	100,0
1996	92,9	101,2	111,0	109,2	116,1	92,7	100,0
**** Emploi dans le secteur des services de restauration ****							
1981	104,6	105,8	88,7	92,5	87,2	72,3	100,0
1986	104,9	102,8	89,8	92,4	88,7	78,6	100,0
1991	102,5	102,4	94,0	96,6	93,6	78,0	100,0
1996	101,9	102,3	95,4	97,4	94,8	83,9	100,0

(1) Un quotient de localisation indique l'intensité de l'emploi dans un secteur donné d'une région donnée, par rapport à l'intensité de l'emploi total dans la région.

Voir l'encadré 1 pour les définitions détaillées des secteurs.

Source : Statistique Canada, recensements de la population, de 1981 à 1996.

Tableau B4 : Emploi dans l'industrie agricole et agroalimentaire, selon la province et le type de région, de 1981 à 1996

	Régions essentiellement urbaines	Régions intermédiaires	Toutes les régions essentiellement rurales	Régions rurales voisines de RM	Régions rurales non voisines de RM	Régions rurales du Nord	Toutes les régions
Terre-Neuve-et-Labrador							
1981	...	11 900	11 140	...	9 200	1 940	23 040
1986	...	12 450	12 020	...	10 090	1 930	24 470
1991	...	15 205	14 750	...	12 525	2 225	29 955
1996	...	13 600	13 560	...	11 445	2 115	27 160
Île-du-Prince-Édouard							
1981	...	...	12 250	5 875	6 375	...	12 250
1986	...	...	13 315	6 470	6 845	...	13 315
1991	...	...	13 995	6 765	7 230	...	13 995
1996	...	...	14 835	7 075	7 760	...	14 835
Nouvelle-Écosse							
1981	...	14 440	31 540	13 165	18 375	...	45 980
1986	...	16 235	36 335	14 670	21 665	...	52 570
1991	...	18 825	39 610	17 180	22 430	...	58 435
1996	...	19 345	40 200	16 155	24 045	...	59 545
Nouveau-Brunswick							
1981	5 130	3 950	30 705	14 750	15 955	...	39 785
1986	4 650	4 705	35 515	18 050	17 465	...	44 870
1991	4 860	5 165	39 370	20 055	19 315	...	49 395
1996	4 550	5 240	39 625	20 890	18 735	...	49 415
Québec							
1981	199 810	90 340	121 390	58 595	59 760	3 035	411 540
1986	215 640	104 570	132 405	65 020	63 895	3 490	452 615
1991	244 100	117 870	146 205	71 175	71 415	3 615	508 175
1996	228 765	118 960	143 985	72 390	67 670	3 925	491 710
Ontario							
1981	278 185	164 885	161 785	117 735	38 155	5 895	604 855
1986	316 245	187 855	173 375	126 990	39 455	6 930	677 475
1991	334 580	207 315	184 930	134 990	42 365	7 575	726 825
1996	335 450	210 485	189 455	137 005	44 500	7 950	735 390
Manitoba							
1981	37 365	...	61 240	23 815	35 700	1 725	98 605
1986	40 180	...	66 905	26 230	38 705	1 970	107 085
1991	41 665	...	68 695	28 555	37 860	2 280	110 360
1996	40 715	...	65 400	28 230	34 785	2 385	106 115
Saskatchewan							
1981	...	36 505	96 200	39 975	55 780	445	132 705
1986	...	42 230	103 790	43 165	60 075	550	146 020
1991	...	43 435	100 670	41 965	58 185	520	144 105
1996	...	43 545	93 715	40 955	51 935	825	137 260
Alberta							
1981	86 105	...	100 200	69 350	29 680	1 170	186 305
1986	104 230	...	110 865	75 885	33 425	1 555	215 095
1991	122 705	...	116 880	81 340	33 805	1 735	239 585
1996	133 765	...	120 420	83 735	34 710	1 975	254 185
Colombie-Britannique							
1981	91 905	...	76 715	24 575	47 620	4 520	168 620
1986	110 120	...	86 555	26 950	54 685	4 920	196 675
1991	135 110	...	102 245	33 115	63 145	5 985	237 355
1996	148 030	...	117 190	38 620	71 800	6 770	265 220
Yukon							
1981	...	...	895	...	...	895	895
1986	...	...	1 280	...	...	1 280	1 280
1991	...	...	1 270	...	...	1 270	1 270
1996	...	...	1 580	...	...	1 580	1 580
Territoires du Nord-Ouest et Nunavut							
1981	...	...	715	...	...	715	715
1986	...	...	1 115	...	...	1 115	1 115
1991	...	...	1 150	...	...	1 150	1 150
1996	...	...	1 875	...	...	1 875	1 875
Canada							
1981	698 500	322 020	704 775	367 835	316 600	20 340	1 725 295
1986	791 065	368 045	773 475	403 430	346 305	23 740	1 932 585
1991	883 020	407 815	829 770	435 140	368 275	26 355	2 120 605
1996	891 275	411 175	841 840	445 055	367 385	29 400	2 144 290

« Agriculture et agroalimentaire » comprend l'emploi en agriculture primaire (travailleurs agricoles rémunérés, indépendants et familiaux non rémunérés), l'emploi dans les services relatifs à l'agriculture : transformation des aliments, commerce de gros et de détail de produits agroalimentaires (y compris les épiceries) et l'emploi dans les restaurants, bars et tavernes offrant des services de restauration.

Tableau B5 : Emploi dans le secteur de la transformation des aliments et des fibres, selon la province et le type de région, de 1981 à 1996

	Régions essentiellement urbaines	Régions intermédiaires	Toutes les régions essentiellement rurales	Régions rurales voisines de RM	Régions rurales non voisines de RM	Régions rurales du Nord	Toutes les régions
Terre-Neuve-et-Labrador							
1981	...	1 850	1 395	...	1 175	220	3 245
1986	...	1 955	1 025	...	915	110	2 980
1991	...	1 970	1 290	...	1 160	130	3 260
1996	...	1 335	525	...	495	30	1 860
Île-du-Prince-Édouard							
1981	...	...	1 690	905	785	...	1 690
1986	...	...	1 690	860	830	...	1 690
1991	...	...	1 885	685	1 200	...	1 885
1996	...	...	1 735	630	1 105	...	1 735
Nouvelle-Écosse							
1981	...	2 195	4 495	1 565	2 930	...	6 690
1986	...	2 265	5 340	1 720	3 620	...	7 605
1991	...	2 270	5 280	1 535	3 745	...	7 550
1996	...	1 830	4 350	1 235	3 115	...	6 180
Nouveau-Brunswick							
1981	1 525	535	6 265	2 880	3 385	...	8 325
1986	1 075	570	6 330	3 290	3 040	...	7 975
1991	1 090	430	6 810	3 245	3 565	...	8 330
1996	735	290	6 030	3 120	2 910	...	7 055
Québec							
1981	45 215	16 275	17 015	9 315	7 460	240	78 505
1986	47 935	22 780	21 305	12 680	8 410	215	92 020
1991	45 090	20 290	20 325	11 760	8 265	300	85 705
1996	37 245	20 315	19 950	12 320	7 410	220	77 510
Ontario							
1981	63 180	23 625	18 790	14 965	3 440	385	105 595
1986	70 355	25 495	23 565	19 835	3 385	345	119 415
1991	56 905	21 645	19 880	16 100	3 535	245	98 430
1996	56 510	21 035	20 010	16 105	3 710	195	97 555
Manitoba							
1981	7 355	...	4 025	2 070	1 795	160	11 380
1986	7 450	...	4 295	2 400	1 795	100	11 745
1991	5 630	...	3 860	2 180	1 645	35	9 490
1996	5 375	...	4 140	2 405	1 695	40	9 515
Saskatchewan							
1981	...	4 125	2 410	1 110	1 285	15	6 535
1986	...	4 070	2 525	1 195	1 295	35	6 595
1991	...	3 465	2 310	1 105	1 180	25	5 775
1996	...	3 190	2 520	1 155	1 330	35	5 710
Alberta							
1981	12 715	...	5 160	4 500	640	20	17 875
1986	11 510	...	5 580	4 960	610	10	17 090
1991	12 250	...	5 555	4 885	650	20	17 805
1996	13 125	...	5 290	4 640	620	30	18 415
Colombie-Britannique							
1981	14 205	...	6 190	2 010	3 930	250	20 395
1986	12 620	...	5 860	1 940	3 765	155	18 480
1991	12 320	...	5 540	1 670	3 700	170	17 860
1996	13 700	...	5 455	1 480	3 855	120	19 155
Yukon							
1981	...	...	20	...	...	20	20
1986	...	...	50	...	...	50	50
1991	...	...	15	...	...	15	15
1996	...	...	20	...	...	20	20
Territoires du Nord-Ouest et Nunavut							
1981	...	...	20	...	...	20	20
1986	...	...	40	...	...	40	40
1991	...	...	20	...	...	20	20
1996	...	...	50	...	...	50	50
Canada							
1981	144 195	48 605	67 475	39 320	26 825	1 330	260 275
1986	150 945	57 135	77 605	48 880	27 665	1 060	285 685
1991	133 285	50 070	72 770	43 165	28 645	960	256 125
1996	126 690	47 995	70 075	43 090	26 245	740	244 760

Source : Statistique Canada, recensements de la population, de 1981 à 1996.

Tableau B6 : Intensité de l'emploi (quotient de localisation) dans le secteur de la transformation des aliments et des fibres dans chaque type de région, par rapport à l'intensité provinciale moyenne, de 1981 à 1996

	Régions essentiellement urbaines	Régions intermédiaires	Toutes les régions essentiellement rurales	Régions rurales voisines de RM	Régions rurales non voisines de RM	Régions rurales du Nord	Toutes les régions
Terre-Neuve-et-Labrador							
1981	...	125	79	...	83	63	100
1986	...	143	64	...	70	36	100
1991	...	129	75	...	83	39	100
1996	...	149	55	...	64	16	100
Île-du-Prince-Édouard							
1981	...	...	100	105	95	...	100
1986	...	...	100	99	101	...	100
1991	...	...	100	69	134	...	100
1996	...	...	100	69	134	...	100
Nouvelle-Écosse							
1981	...	84	110	80	138	...	100
1986	...	74	118	81	151	...	100
1991	...	73	119	74	159	...	100
1996	...	71	121	74	163	...	100
Nouveau-Brunswick							
1981	138	53	101	90	112	...	100
1986	115	58	104	103	106	...	100
1991	117	41	107	96	121	...	100
1996	103	32	111	105	118	...	100
Québec							
1981	101	105	93	125	74	31	100
1986	91	124	102	146	74	24	100
1991	92	115	106	143	82	36	100
1996	86	124	113	159	81	28	100
Ontario							
1981	109	87	93	108	73	24	100
1986	107	81	106	129	67	20	100
1991	108	80	107	123	84	19	100
1996	110	77	107	122	88	15	100
Manitoba							
1981	108	...	88	111	83	29	100
1986	107	...	90	118	82	18	100
1991	101	...	98	124	96	8	100
1996	99	...	102	129	97	8	100
Saskatchewan							
1981	...	142	66	68	68	12	100
1986	...	135	70	75	69	34	100
1991	...	128	76	81	74	27	100
1996	...	118	84	86	86	31	100
Alberta							
1981	105	...	89	119	36	8	100
1986	101	...	98	136	34	4	100
1991	102	...	97	132	37	7	100
1996	106	...	87	118	33	12	100
Colombie-Britannique							
1981	120	...	72	70	80	31	100
1986	114	...	80	79	89	23	100
1991	114	...	78	69	91	28	100
1996	121	...	70	54	86	20	100
Yukon							
1981	...	...	100	...	...	100	100
1986	...	...	100	...	...	100	100
1991	...	...	100	...	...	100	100
1996	...	...	100	...	...	100	100
Territoires du Nord-Ouest et Nunavut							
1981	...	...	100	...	...	100	100
1986	...	...	100	...	...	100	100
1991	...	...	100	...	...	100	100
1996	...	...	100	...	...	100	100
Canada							
1981	108	101	85	102	77	24	100
1986	103	105	91	117	74	18	100
1991	102	100	96	114	88	18	100
1996	103	100	95	116	83	15	100

Source : Statistique Canada, recensements de la population, de 1981 à 1996.

Annexe C : Notre tentative d'adapter notre analyse aux données du recensement de 2001

Nous avons tenté d'adapter notre analyse aux résultats du Recensement de la population de 2001. Dans le cadre de ce recensement, les personnes ont codé leur principale occupation selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Nos données pour la période de 1981 à 1996 ont été totalisées d'après le système de Classification type des industries (CTI). Nous avons tenté de trouver des codes SCIAN qui donneraient les mêmes résultats que ceux obtenus avec les codes CTI afin d'adapter notre analyse aux résultats du Recensement de 2001. Notre tentative est résumée à l'annexe C, tableau 1. Nous estimons que le rapprochement ne permet pas de noter les changements entre 1996 et 2001. Nous pensons que les changements apportés aux données sont attribuables au changement de système de codification plutôt qu'aux changements survenus dans l'économie agricole et agroalimentaire. Le Recensement de la population de 2001 est en voie d'être codé selon le CTI de 1980 (ce qui devrait être terminé au début de 2004). À ce moment, nous tenterons de préparer une version révisée de la structure et des tendances du secteur agricole et agroalimentaire.

Notre tentative de trouver des codes SCIAN correspondant aux codes CTI pour l'agriculture et l'agroalimentaire a réussi pour certaines composantes de ce secteur, mais non pour d'autres.

Les systèmes de classification industrielle ont généralement des structures de codage détaillées. Par exemple, le code SCIAN de 6 chiffres 111421 se rapporte à « Culture en pépinière et arboriculture »; ce code fait partie du code SCIAN de 5 chiffres 11142 « Culture en pépinière et floriculture ». Ce dernier fait partie du code SCIAN de 4 chiffres 1114 « Culture en serre et en pépinière et floriculture », qui est l'un des codes de 4 chiffres faisant partie du code SCIAN de 3 chiffres, qui correspond à « Cultures agricoles ». La structure de cet exemple est la suivante :

111	Cultures agricoles
1114	Culture en serre et en pépinière et floriculture
11142	Culture en pépinière et floriculture
111421	Culture en pépinière et arboriculture

Il est difficile d'obtenir de l'information suffisante à partir d'un questionnaire du recensement de la population pour coder l'industrie de l'emploi principal d'une personne donnée selon un code détaillé. En 2001, les données du recensement ont un code de 4 chiffres. Cela répond aux besoins de la plupart des analystes. Toutefois, pour faire un rapprochement adéquat des codes SCIAN et CTI aux fins de notre analyse, nous aurions besoin d'un niveau de codage plus détaillé. Par exemple, le groupe CTI « Services relatifs à l'agriculture » inclut l'emploi associé à 10 598 entreprises (annexe C, tableau 1) et notre meilleur effort pour recréer ce groupe CTI ne nous permet d'associer l'emploi qu'à seulement 4 919 de ces entreprises. Or, si nous voulions comparer l'emploi dans les « Services relatifs à l'agriculture » entre 1996 et 2001, nous pourrions nous attendre à une chute d'environ 50 % simplement à cause des différences de codage. Plus particulièrement, 3 882 entreprises dispensant des services vétérinaires pour le bétail font maintenant partie du code SCIAN 5419 « Autres services professionnels, scientifiques et techniques » — ce groupe compte 13 852 entreprises. Donc, si nous excluons le code SCIAN 5419 de « Services relatifs à l'agriculture », nous ne comptons pas l'emploi associé à 3 882 entreprises, mais si nous incluons ce code SCIAN, nous incluons 13 852 entreprises, dont seulement 3 882 correspondent à notre codage CTI.

C'est l'écart le plus important. En outre, certaines entreprises classées comme épicerie selon le code CTI sont maintenant codées dans la catégorie des stations-service ou des magasins de santé et de soins personnels.

Bien qu'il soit inclus dans le secteur agricole et agroalimentaire, l'emploi associé aux 1 898 pâtisseries était classé dans le secteur des services selon le code CTI. Mais avec un code de 4 chiffres, les pâtisseries seraient incluses dans la fabrication selon les codes SCIAN. Par conséquent, il faut évaluer avec prudence le changement ayant lieu dans le secteur de la transformation des aliments.

Nous avons donc choisi d'attendre que le Recensement de la population de 2001 soit codé selon les codes CTI de 1980 afin de déterminer si un changement donné s'est réellement produit dans le secteur agricole et agroalimentaire et s'il ne survient pas à la suite d'un changement de la méthode de codage.

Annexe C

Tableau C1 : Les codes SCIAN qui conviennent le mieux aux codes CTI attribués au secteur agricole et agroalimentaire

Codes CTI, 1980	Nombre d'entreprises pour chaque code CTI 1980	Codes SCIAN, 1997	Nombre d'entreprises pour chaque code SCIAN 1997
Groupe de l'agriculture (total partiel)	170 011		180 036
Secteur de l'agriculture primaire (total partiel)	159 413		161 265
011 Fermes d'élevage (sauf spécialités animales)	60 143	111 Cultures agricoles	62 944
012 Fermes de spécialités animales	3 454	112 Élevage	98 321
013 Fermes de grandes cultures	30 663		
014 Fermes de grandes cultures mixtes	15 119		
015 Fermes de fruits et autres légumes	6 094		
016 Spécialités horticoles	6 171		
017 Fermes mixtes d'élevage, de grandes cultures et de production horticole	37 769		
Services associés au secteur de l'agriculture (total partiel)	10 598		18 771
021 Services relatifs à l'élevage de bétail et aux spécialités animales	6 851	5419 Autres services professionnels, scientifiques et techniques (3 882 entreprises de services vétérinaires classées dans CTI 021 sont incluses dans les 13 852 entreprises SCIAN 5419)	13 852
		1152 Activités de soutien à l'élevage (sur les 1 608 entreprises SCIAN 1152, 1 360 sont classées dans CTI 021 et le reste, 248 entreprises, sont dans le groupe CTI : soudage — services de maréchal-ferrant)	1 608
		8129 Soins pour animaux de maison (sauf les services vétérinaires) (1 461 des 4 285 entreprises SCIAN 8129 se trouvent dans CTI 021)	
022 Services relatifs aux cultures	3 747	1151 Activités de soutien aux cultures agricoles (SCIAN 1151 comprend 3 311 entreprises y compris 2 988 entreprises CTI 022 plus 234 entreprises CTI 023 (services de gestion agricole et d'experts-conseils) plus 89 entreprises CTI 451 (pulvérisation aérienne des cultures, au moyen d'équipement spécialisé))	3 311
		11320 Cueillette de petits fruits, de riz sauvage et de ginseng sauvage	
		541380 Services d'analyse des sols et des semences (52 des 42 851 entreprises SCIAN 541380 se trouvent dans CTI 022)	
		56173 Services de plantation et d'entretien d'arbustes et d'arbres (659 des 35 683 entreprises SCIAN 56173 se trouvent dans CTI 022)	
023 Autres services relatifs à l'agriculture	1 690	5416 Services de conseils en gestion et de conseils scientifiques et techniques (reproduction du bétail, agronomie, agrologie, consultation) (818 des 81 354 entreprises SCIAN 5416 se trouvent dans CTI 023)	
		5417 Services de recherche et de développement agricoles (628 des 4 005 entreprises SCIAN 5417 se trouvent dans CTI 023)	

Groupe de l'agroalimentaire (total partiel)

	179 321		172 660
Secteur de la transformation des aliments et des fibres (total partiel)	9 739		11 211
101 Industries de la viande et de la volaille	1 330	3111 Fabrication d'aliments pour animaux	836
103 Industries de la préparation des fruits et légumes	536	3112 Mouture de céréales et de graines oléagineuses	303
104 Industries laitières	1 111	3113 Fabrication de sucre et de confiseries	399
105 Industries de la farine, des céréales de table préparées et des aliments pour animaux	1 069	3114 Mise en conserve de fruits et de légumes et fabrication de spécialités alimentaires	659
106 Industrie des huiles végétales (sauf l'huile de maïs)	38	3115 Fabrication de produits laitiers	1 107
107 Industries des produits de boulangerie-pâtisserie	1 571	3116 Fabrication de produits de viande	1 338
108 Industries du sucre et des confiseries	386	3118 Boulangeries et fabrication de tortillas (3 626 entreprises dont 1 898 (52,3 %) étaient sous le code CTI boulangerie de détail)	3 626
109 Autres industries de produits alimentaires	1 299	3119 Fabrication d'autres aliments	1 007
111 Industrie des boissons gazeuses	305	3121 Fabrication de boissons	783
112 Industrie des produits de distillation	47	3122 Fabrication du tabac	65
113 Industrie de la bière	275	3161 Tannage et finissage du cuir et des peaux	346
114 Industrie du vin	382	3162 Fabrication de chaussures	255
121 Industrie du tabac en feuille	22	3169 Fabrication d'autres produits en cuir et produits analogues	487
122 Industrie des produits du tabac	49		
171 Industrie du cuir et des produits connexes	980		
182 Industries des filés et tissus tissés	339		
Secteur des industries des fournisseurs de facteurs de production (total partiel)	1 056		362
311 Industrie des instruments aratoires	706	3331 Fabrication de machines pour l'agriculture, la construction et l'extraction minière (640 des 1 439 entreprises SCIAN 3331 se trouvent dans CTI 311)	
372 Industrie des produits chimiques d'usage agricole	350	3253 Fabrication de pesticide, d'engrais et d'autres produits chimiques agricoles	362
Secteur des industries de l'entreposage et de l'emmagasinage			
471 Industrie des silos à grains	460	4931 Entreposage (460 des 3 110 entreprises)	
Secteur de l'industrie du commerce de gros et de détail (total partiel)	72 105		65 169
501 Produits agricoles, commerce de gros	2 469	411 Grossistes-distributeurs de produits agricoles	2 426
521 Produits alimentaires, commerce de gros	10 848	4131 Grossistes-distributeurs de produits alimentaires	10 880
522 Boissons, commerce de gros	1 077	4132 Grossistes-distributeurs de boissons	1 086
524 Produits du tabac, commerce de gros	225	4133 Grossistes-distributeurs de cigarettes et de produits du tabac	230
571 Machines, matériel et fournitures agricoles, commerce de gros	3 898	4171 Grossistes-distributeurs de machines et matériel pour l'agriculture, l'entretien des pelouses et le jardinage (les 3 208 entreprises faisaient toutes partie des 3 898 entreprises CTI 571)	3 208
593 Fournitures agricoles, commerce de gros	2 220	4442 Magasins de matériel et fournitures pour le jardinage et l'entretien des pelouses (106 des 2 791 entreprises SCIAN 4442 sont dans CTI 571)	
601 Magasins d'alimentation	43 402	8113 Réparation et entretien de machines et de matériel d'usage commercial et industriel (sauf les véhicules et le matériel électronique) (635 des 14 308 entreprises étaient dans CTI 571)	
602 Magasins de spiritueux, de vin et de bière	2 048	4183 Grossistes-distributeurs de fournitures agricoles (SCIAN 4183 comprend 2 113 entreprises dont 2 105 se trouvent dans CTI 593)	2 113
652 Fleuristes et centres de jardinage	5 918	4451 Épiceries	28 485
		4452 Magasins d'alimentation spécialisés (SCIAN 4452 comprend 8 325 entreprises dont 8 128 sont dans CTI 601) (1 898 boulangeries se trouvant dans CTI 601 sont dans SCIAN 3118 et sont comprises dans le domaine de la fabrication)	8 325
		4471 Stations-service (SCIAN 4471 comprend 16 105 stations dont 1 878 se trouvent dans CTI 601)	
		4461 Magasins de produits de santé et de soins personnels (dans SCIAN 4461 il y a 15 138 entreprises dont 2 667 se trouvent dans CTI 601)	
		4453 Magasins de bière, de vin et de spiritueux	2 049
		4531 Fleuristes	4 576

Bulletin d'analyse – Régions rurales et petites villes du Canada (Cat. n° 21-006-XIF)

Volume 1

- n° 1 : Croissance démographique observée dans les régions et les petites villes dans les années 90**
Robert Mendelson et Ray D. Bollman
- n° 2 : Tendances de l'emploi au sein de la population active non métropolitaine**
Robert Mendelson
- n° 3 : La composition des établissements commerciaux dans les petites et les grandes collectivités du Canada**
Robert Mendelson
- n° 4 : Les régimes de dépenses des ménages ruraux et urbains, 1996**
Jeff Marshall et Ray D. Bollman
- n° 5 : A quelle distance se trouve le plus proche médecin?**
Edward Ng, Russell Wilkins, Jason Pole et Owen B. Adams
- n° 6 : Les facteurs associés à la croissance économique locale**
Ray D. Bollman
- n° 7 : Utilisation de l'ordinateur et d'Internet par les membres des ménages ruraux**
Margaret Thompson-James
- n° 8 : Tendances géographiques de bien-être socio-économique des collectivités de premières nations**
Robin P. Armstrong

Volume 2

- n° 1 : Facteurs liés aux taux d'emploi des femmes dans les régions rurales et les petites villes du Canada**
Esperanza Vera-Toscano, Euan Phimister et Alfons Weersink
- n° 2 : Structure démographique et variation de la population dans les régions essentiellement rurales**
Roland Beshiri et Ray D. Bollman
- n° 3 : Migration des jeunes ruraux entre 1971 et 1996**
Juno Tremblay
- n° 4 : Conditions d'habitation dans les régions essentiellement rurales**
Carlo Rupnik, Juno Tremblay et Ray D. Bollman
- n° 5 : Évaluation du bien-être économique des canadiens ruraux au moyen d'indicateurs de revenu**
Carlo Rupnik, Margaret Thompson-James et Ray D. Bollman
- n° 6 : Structure de l'emploi dans les régions rurales et les petites villes du Canada—Un aperçu**
Roland Beshiri
- n° 7 : Structure de l'emploi dans les régions rurales et les petites villes du Canada: Le secteur primaire**
Roland Beshiri
- n° 8 : Structure de l'emploi dans les régions rurales et les petites villes du Canada: Le secteur manufacturier**
Roland Beshiri

Bulletin d'analyse – Régions rurales et petites villes du Canada (Cat. n° 21-006-XIF)

Volume 3

- n° 1 : Structure de l'emploi dans les régions rurales et les petites villes du Canada: Le secteur des services à la production**
Roland Beshiri
- n° 2 : Urbanisation des terres agricoles**
Nancy Hofmann
- n° 3 : Définitions de « rural »**
Valérie du Plessis et autres
- n° 4 : Situation de l'emploi dans les régions rurales et petites villes du Canada—Mise à jour jusqu'en 2000**
Neil Rothwell
- n° 5 : Technologies de l'information et des communications dans le Canada rural**
Louise M^cLaren
- n° 6 : Migration interne dans les régions rurales et les petites villes du Canada**
Neil Rothwell et autres
- n° 7 : La disparité des revenus en milieu rural au Canada : Une comparaison entre les provinces**
Vik Singh
- n° 8 : Variation saisonnière de l'emploi en milieu rural**
Neil Rothwell

Volume 4

- n° 1 : Emploi à temps partiel dans les régions rurales du Canada**
Justin Curto et Neil Rothwell
- n° 2 : Les immigrants au Canada rural**
Roland Beshiri et Emily Alfred
- n° 3 : L'équilibre de l'emploi entre les hommes et les femmes des régions rurales et petites villes du Canada**
Justin Curto et Neil Rothwell
- n° 4 : Le fossé ville/campagne ne se comble pas : La disparité des revenus perdure**
Alessandro Alasia et Neil Rothwell
- n° 5 : Le niveau de scolarité dans les régions rurales et urbaines : Analyse des tendances, 1981 à 1996**
Alessandro Alasia
- n° 6 : La santé des canadiens des régions rurales : Une comparaison rurale-urbaine des indicateurs de la santé**
Verna Mitura et Ray D. Bollman
- n° 7 : Diversification économique rurale – une approche locale et régionale**
Marjorie Page et Roland Beshiri